

BREVET D'ENSEIGNEMENT MOYEN

PLUS DE 669 000 CANDIDATS ATTENDUS AUJOURD'HUI

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 6782 - LUNDI 7 SEPTEMBRE 2020
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

TEL QUE REVENDIQUÉ PAR LES ALGÉRIENS

Le changement radical avance à pas surs

Page 3

CONSEIL DES MINISTRES

LE PROJET DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION ADOPTÉ



*Le projet de la révision de la Constitution a été adopté hier par le conseil des ministres sous la présidence du président de la République Abdelmadjid Tebboune au siège de la présidence de la République.Le projet a été présenté par le premier ministre Abdelaziz Djerad sous ses différentes thématiques avant son examen par le conseil des ministres qui l'a adopté en attendant qu'il soit soumis au vote du parlement conformément à l'article 208 de la constitution et à un référendum populaire, a indiqué la présidence de la République dans un communiqué.**Page 3*

COVID-19 EN ALGÉRIE

293 nouveaux cas, 264 guérisons et 7 décès en 24 heures

Page16

DESSALEMENT D'EAU DE MER EN ALGÉRIE

Quand une panne fait tirer la sonnette d'alarme

Page 4

DÉVELOPPEMENT DES ZONES D'OMBRE

L'État ne lésinera pas sur les moyens

Page 2

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

BREVET D'ENSEIGNEMENT MOYEN

Plus de 669 000 candidats attendus aujourd'hui

PLUS DE 669 000 candidats passeront, aujourd'hui, les épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) à travers 2.556 centres d'examen sur tout le territoire national dans des conditions sanitaires «exceptionnelles» du fait de la propagation de Covid-19.

Le nombre de candidats à cette session «facultative» pour les scolarisés, s'est établi à 669.379 candidats répartis sur 2.556 centres d'examen supervisés par 163.900 encadreurs, selon une fiche du ministère de l'Education nationale.Le nombre des candidats scolarisés s'élève à 645.798 candidats, dont 345.136 filles et 300.662 garçons, tandis que le nombre des candidats libres s'est établi à 23.581 candidats, a noté la même source.

3.861 détenus passeront cet examen à travers 44 établissements pénitentiaires agrées par le ministère de l'Education nationale conformément à la convention conclue entre le ministère de la Justice et le ministère de l'Education nationale.

Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout avait indiqué, samedi, que la tutelle «a finalisé toutes les dispositions organisationnelles relatives à cet examen à partir de l'affectation des candidats jusqu'à la correction et l'annonce des résultats».

A cette occasion, il a rappelé les quatre protocoles sanitaires mis en place par son département et approuvés par le ministère de la Santé, en vue de protéger les candidats et les encadreurs mais également pour éviter la propagation de la pandémie.

Afin de concrétiser ces mesures et garantir le déroulement de cet examen dans des conditions normales, «le Gouvernement s'est engagé à réunir tous les moyens de prévention au niveau de tous les centres d'examen à travers le pays», a rassuré le ministre.

Il s'agit du port de masque, la distanciation physique et la prise de température à l'entrée de chaque établissement des encadreurs et des élèves mais aussi du personnel, outre l'organisation de la circulation au sein des établissements éducatifs.

Il a été procédé également à la pose d'affiches appelant au port du masque, le respect de la distanciation sociale au niveau des centres d'examen en sus d'autres affiches relatives à la lutte contre la triche (interdiction de port de cahiers, de livres et de téléphones portables...). Le ministère de l'Education avait en outre adressé, en coordination avec les opérateurs de téléphonie mobile, des SMS pour sensibiliser les parents, les candidats et les encadreurs au respect impératif du protocole sanitaireLe ministre de l'Education nationale avait souligné que ces mesures organisationnelles devraient être accompagnées d'autres mesures à même de lutter contre la triche de manière à préserver la crédibilité de l'examen et concrétiser le principe d'équité et d'égalité des chances».

De son côté, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a mobilisé plus de 15.000 policiers, tous grades confondus, pour veiller à la sécurisation des épreuves du BEM et accompagner les mesures préventives prises par le ministère de l'Education pour assurer le bon déroulement des examens au vu de la pandémie de Covid-19.

Dotées de tous les équipements et moyens techniques nécessaires, les différentes unités de police déployées à cet effet veilleront à la sécurisation du périmètre extérieur des centres d'examen, en assurant l'acheminement des sujets et des feuilles d'examen au centre de collecte.

H. B.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Les recommandations du Snapest

Supprimé depuis 2003, suite à la nouvelle réforme du secteur de l'éducation nationale, l'enseignement technique serait d'un apport « très appréciable » au développement du pays, a affirmé le coordinateur national du syndicat nationale autonome du personnel de l'enseignement secondaire et technique (SNAPEST), Meziane Meriane. Ce dernier plaide pour la réforme de cet enseignement et non pas à sa suppression.

Intervenant hier sur les ondes de la chaine III de la Radio nationale, M. Meriane a souligné l'importance de l'enseignement technique dans l'amélioration de la productivité et de la compétitivité du pays. Il a, d'autre part, jugé indispensable d'établir une passerelle entre celui-ci et la formation professionnelle pour lutter contre les déperditions scolaires qui, chaque année, déclare-t-il, « rejettent 500.000 élèves à la rue ».

Pour le syndicaliste, la question reste toujours posée, à savoir quelle école doit-on former pour atteindre les objectifs assignés à une Algérie nouvelle et démocratique?. Dans ce même contexte, M. Meriane a affirmé qu'il est nécessaire de relancer l'école Algérienne, comme il a appelé à faire un diagnostic sur la situation du système éducatif national. Ce diagnostic se fera en dressant une évaluation et en cernant les « bavures », qui ont été à l'origine de son blocage, notamment, rappelle-t-il, après les propositions formulées dans son rapport par la commission Benzaghou.

Il rappelle que cette commission était notamment attachée à déterminer l'origine des obstacles que l'école a trouvé sur son chemin et qui, dit-il, l'ont empêché d'évoluer et d'atteindre les objectifs qui lui étaient assignés. L'intervenant a, dans ce sens, appelé à éloigner l'école des champs politique et idéologique pour réformer cette dernière et préserver l'avenir des élèves.

Il a plaidé, dans ce cadre, pour reconsidérer le secteur de l'éducation comme étant un ministère de souveraineté. « Afin que le système d'apprentissage éducatif puisse reprendre sa place dans la sphère des pays



développés, il faudrait, au préalable, faire du secteur de l'Education, un ministère de souveraineté », a indiqué M. Meriane, avant d'estimer que «l'école possède le pouvoir de projeter une nation vers le développement, tout comme elle peut la précipiter vers les abîmes ».

Pour M. Meziane Meriane, afin de hâter la relance du système national d'enseignement, il y lieu d'en passer par la remédiation de celui qui l'a précédé, à travers l'introduction de réformes palliatives et l'organisation d'une « constituante de l'éducation », visant à mettre celui-ci, à l'abri des « interférences et des ingérences ».

Pour cela, il invite à dresser un état des lieux, en coopération avec l'ensemble des spécialistes des sciences de l'éducation, des acteurs de l'éducation et de tous les partenaires sociaux, aux fins, souligne-t-il, de cerner les causes qui ont amené l'école à la situation de crise, à laquelle elle se trouve présentement confrontée. De la constituante de l'éducation, dont l'objectif tend à « préserver notre école », le coordinateur du SNAPEST abonde dans le sens d'une évaluation des résultats à atteindre, en revoyant prioritairement les méthodes pédagogiques de transmission des connaissances. Pour lui, il reste à créer une école ouverte sur l'universalité et le développement.

Lynda Louifi

DÉVELOPPEMENT DES ZONES D'OMBRE

L'État ne lésinera pas sur les moyens

LE DOSSIER des « zones d'ombres » constitue une préoccupation majeure des pouvoirs publics. Un nouveau délai a été accordé aux responsables locaux pour « changer le visage » de ces zones d'ici la fin de l'année. Si des lenteurs bureaucratiques, des négligences et même des blocages entravent l'application des décisions centrales, comme relevé lors de la dernière rencontre gouvernement-walis, l'État entend changer la donne dans les 15 000 zones d'ombres recensées. Des enveloppes financières nécessaires seront débloquées pour prendre en charge les préoccupations des habitants de ces régions, en dépit de la difficile situation économique que traverse le pays.

C'est ce qu'a indiqué le chargé de mission de suivi des zones d'ombre, auprès de la présidence de la République, Mourad Ibrahim, depuis la wilaya de Khenchela, qui compte 324 zones d'ombre. En visite dans plusieurs régions d'ombres dans cette wilaya (Chélia, Bouhmama, Lemsara…), il a affirmé qu' « en dépit de la situation économique difficile que vit actuellement le pays, l'Etat s'emploie à déterminer les priorités et débloquer les enveloppes financières nécessaires pour la prise en charge des préoccupations des habitants des régions d'ombre ». Il a dans ce contexte fait état du lancement de plusieurs projets, visant à améliorer les conditions de vie dans les régions d'ombre à travers plusieurs wilayas. Selon lui, des ressources financières seront davantage mobilisées pour la réalisation de ces projets. « Au cours de l'année prochaine une grande partie des ressources financières sera consacrée à la concrétisation des projets non encore lancés », a précisé le chargé de mission de suivi des zones d'ombre, auprès de la présidence de la République, soulignant que « la prise en charge des préoccupations exprimées par les habitants des régions d'ombre constitue une question prioritaire pour le président de la République ». Pour s'enquérir de la situation dans ces régions du pays, habitées par 8,5 millions d'algériens, des visites sur le terrain vont se multiplier. La cellule chargée des zones d'ombres qu'il préside, va en effet, visiter plusieurs régions à travers l'ensemble du territoire du pays, selon ses précisions. Le but étant « d'élaborer une feuille de route devant servir aux autorités locales à concrétiser des projets, dont le but est d'offrir des conditions de vie dignes aux habitants de ces régions ». Ce programme de visite est déjà entamé, sachant que ce responsable a sillonné, ce week-end, plusieurs localités qualifiées de zones d'ombres dans les wilayas de Tébessa et Khenechla. Il a pu constater, au cours de cette visite, les conditions difficiles vécues par les habitants et leur a promis de prendre en charge l'essentiel de leurs préoccupations, notamment celles ayant trait à l'accès à l'eau potable, aux raccordements aux gaz et à l'électricité, à la scolarisation et au désenclavement.

Une situation qui n'est un secret pour personne. Des millions d'algériens vivent dans des conditions qui renvoient à une autre époque, dépourvus des moyens élémentaires garantissant une vie décente. Le reportage diffusé lors de la première rencontre gouvernement-walis, le mois de février dernier, a démontré publiquement le dur quotidien des millions d'algériens. Après les deux rencontres gouvernement-walis ; la première consacrée à faire l'état des lieux et la deuxième caractérisée par la colère et les mises en garde du président aux responsables locaux, qui continuent à véhiculer le discours de la « bande », une troisième rencontre pourrait être programmée avant 2021, sachant que ces responsables locaux sont sommés de « changer le visage » de ces zones d'ombre d'ici la fin de l'année.

Lilia Aït Akli

CONSEIL DES MINISTRES

LE PROJET DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION ADOPTÉ

Le projet de la révision de la Constitution a été adopté hier par le conseil des ministres sous la présidence du président de la République Abdelmadjid Tebboune au siège de la présidence de la République.



Le projet de révision de la Constitution a été présenté par le premier ministre Abdelaziz Djerad sous ses différentes thématiques avant son examen par le conseil des ministres qui l'a adopté en attendant qu'il soit soumis au vote du parlement conformément à l'article 208 de la constitution et à un référendum populaire, a indiqué la présidence de la République dans un communiqué.

«Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé, dimanche 6 septembre 2020, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen du projet de révision de la Constitution, initié par le Président de la République, pour son approbation avant de le soumettre au Parlement, conformément à l'article 208 de la Constitution, puis au référendum populaire» a indiqué la même source.

A l'entame des travaux, le Premier ministre a présenté un exposé dans lequel il a affirmé que le projet de révision de la Constitution intervenait en application de l'un des principaux engagements politiques prévus dans le programme électoral du Président de la République. Ce projet ajoute aux principes généraux régissant la société, d'autres principes imposés par les exigences de l'interaction avec les nouvelles donnes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Le Premier ministre a présenté le projet, scindé en plusieurs axes, élaborés à la lumière des éléments sélectionnés par le Comité d'experts chargés de la révision constitutionnelle parmi des propositions reçues de la part des différentes franges de la société, des personnalités nationales et des forces politiques, et dont le nombre s'élève à 5.018. Autant d'éléments qui confortent l'unité de la Nation et ses constantes, consacrent le respect de la volonté populaire, et consolident la cohésion nationale, le principe de séparation des pouvoirs et l'équilibre des pouvoirs, l'alternance au Pouvoir, la moralisation de la vie politique et la transparence dans la gestion des deniers publics, de même qu'ils épargnent au pays toute dérive de despotisme tyrannique et préservent les droits et libertés des citoyens.

Le projet d'amendement constitutionnel assoit les bases juridiques pérennes de la nouvelle Algérie démocratique, à commencer par un changement radical du mode de gouvernance et de ses mécanismes, à travers l'élargissement des prérogatives de contrôle du Parlement et des dispositifs de contrôle, la prévention et la lutte contre la corruption, la consécration de la Justice sociale, l'ancrage du pluralisme médiatique libre et indépendant, l'encouragement des jeunes à participer à la vie politique et l'adoption d'une méthodologie de dialogue et de concertation pour parvenir à des solutions consensuelles, à la faveur de la Déclaration du 1er Novembre 1954, source d'inspiration et référence immuable des politiques de l'État.

Nassim M.

TEL QUE REVENDIQUÉ PAR LES ALGÉRIENS

Le changement radical avance à pas sûrs

LE CHANGEMENT global et radical, tel que revendiqué par le peuple algérien durant le hirak né du 22 février 2019 avance à pas sûrs notamment à travers l'élimination de l'héritage des 20 dernières années. C'est la conviction de l'éditorial de la revue El-Djeïch dans sa dernière livraison. «Le changement global et radical, tel que revendiqué par le peuple algérien, est déjà en route et il avance à pas sûrs, en dépit de contraintes objectives et imprévues, à l'exemple de la pandémie du coronavirus et d'autres, créées à dessein, dans le but d'alimenter les tensions sociales et d'ébranler la stabilité du pays», affirme la même source.

Selon l'éditorialiste de l'organe de l'ANP, «les prémices de ce changement souhaité commencent à poindre à l'horizon», faisant observer que sur le plan interne, ce changement «s'est manifesté par une ferme détermination à imprimer une réelle impulsion au développement national, en particulier au niveau des zones d'ombre qui ont souffert, des années durant, de la marginalisation, alors qu'au plan extérieur notre pays a renoué avec son leadership à l'échelle régionale et internationale». Il est certain, note l'édito d'El-Djeïch, que «l'instauration de l'État de droit, la concrétisation des revendications légitimes du peuple et l'élimination de l'héritage des 20 dernières années, impliquent nécessairement la conjugaison des efforts de tous et le resserrement des rangs afin de renforcer et consolider le front interne, unifier les rangs, susciter l'espoir en l'avenir et, par là même, résoudre progressivement les problèmes accumulés».

Ceci contribuera au «renforcement de la stabilité nationale et à la mise en échec de toute tentative des forces opposées au changement d'ébranler cette stabilité, comme l'a réaffirmé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en déclarant : +La bataille du changement radical qui a sa logique, ses outils, ses hommes et ses sacrifices, se poursuivra inexorablement quel qu'en soit le prix+. Et d'ajouter : +Cela ne peut être réalisé qu'à travers une approche participative qui allie ambition réaliste et volonté sincère de la mettre progressivement en œuvre pour s'éloigner des pratiques du passé et conférer une nouvelle impulsion au pays qui permettrait au citoyen d'avoir confiance en lui-même, envers ses institutions et sa patrie».

Sur cette base, observe la revue, «les tentatives visant à priver le peuple de son droit au changement radical et de permettre aux compétences nationales loyales de gérer les institutions de l'Etat, conformément à une nouvelle approche, loin de la politique de la fuite en avant, seront vouées à un cuisant échec face à la ferme volonté des Algériens de tourner la page du passé et de mobiliser toutes les énergies et les ressources pour redresser le pays». L'Algérie, poursuit l'éditorial d'El-Djeïch, «ne déviera point de la voie qu'elle a empruntée avec conviction pour atteindre les objectifs fixés. Bien plus, elle continue d'avancer en vue de concrétiser une des priorités les plus importantes arrêtée lors de la tenue des ateliers ouverts par le président de la République, au lendemain de son élection».

Il s'agit, aux yeux de la revue, d'assoir «les fondements de la nouvelle Algérie, représentée par l'organisation d'un référendum sur la révision constitutionnelle afin de permettre au citoyen d'exprimer son avis sur l'avenir de son pays et de participer efficacement à l'établissement d'une Algérie forte, unie et stable».

Parallèlement au processus d'édification de l'Algérie, «lancé sur des bases solides, et au regard de la conjoncture exceptionnelle qui caractérise la situation au niveau régional, mais aussi conformément aux principes immuables inspirant sa politique étrangère (...), l'Algérie a enregistré, ces derniers mois, un retour en force de sa diplomatie sur la scène internationale», estime la publication.

«A l'heure où notre pays est engagé dans la bataille du changement radical, l'Armée nationale populaire, dont les différents établissements de formation ont enregistré, le mois dernier, la sortie de nouvelles promotions venues renforcer ses unités déployées à travers tout le pays, ainsi que l'exécution, par différentes forces, d'exercices démonstratifs couronnant une année de préparation au combat, demeure le garant de notre intégrité territoriale, de notre souveraineté nationale et de l'unité de notre peuple», conclut l'édito d'El-Djeïch.

S. O. Brahim

JEUX MILITAIRES EN RUSSIE

Tebboune félicite la sélection nationale

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a félicité ce dimanche l'équipe nationale militaire pour ses performances et les prix remportés lors des Jeux militaires internationaux en Russie.

Le président de la République lui a écrit, à travers un tweet sur son compte officiel : «Mes plus chaleureuses félicitations et encouragements, ô braves guerriers, pour vos réalisations dans toutes les spécialités des jeux militaires internationaux en Russie, vos hautes aptitudes au combat et votre très noble eu haute formation se sont illustrées parmi les armées des autres nations présentes. Vous êtes les dignes descendants de l'Armée de libération nationale».

Pour leur troisième participation consécutive à cette joute internationale, les militaires algériens ont fait bonne figure en terminant à la très honorable quatrième place dans une compétition marquée par la présence de plus de 5.000 participants représentant 30 pays.

Durant ces Jeux, les Algériens se sont illustrés dans de nombreuses épreuves en remportant notamment le prix du meilleur tireur RPG7, la première place dans la catégorie du saut de précision, grâce à Oussama Ben Hanache ainsi que le prix de la meilleure équipe cynotechnique glané par l'équipe du Commandement de la Gendarmerie nationale.

La délégation, revenue samedi, a été accueillie, à la Base Aérienne de Boufarik en 1ère Région Militaire, au nom de Monsieur le Général de Corps d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire, par le Général-Major Mohamed Kaidi, Chef du Département Emploi-Préparation de l'Etat-Major de l'ANP, en présence de hauts cadres du Ministère de la Défense Nationale.

M. D.

DESSALEMENT D'EAU DE MER EN ALGÉRIE

QUAND UNE PANNE FAIT TIRER LA SONNETTE D'ALARME

A la veille de l'Aid el-Adha, plusieurs communes de l'ouest d'Alger ont connus des perturbations dans l'alimentation en eau potable. La raison ? Une panne électrique à la station de dessalement d'eau de mer de Fouka. En raison de l'ampleur de cette coupure, qui intervenait à la veille de la fête du sacrifice, le ministère de tutelle décide de déposer plainte. La station de dessalement de Fouka a été mise en service en 2011. Elle est dotée d'une capacité de production de 120 000 m3 d'eau par jour. Elle complète ainsi la station du Hamma, à Alger, dotée d'une capacité de 200 000 m3 et inaugurée en 2008. Ces deux stations ont pour missions de sécuriser l'alimentation en eau potable du Grand Alger.



Lors du 1er jour de l'Aid, la wilaya d'Alger a consommée à elle seule près de 1,3 millions de m3 d'eau. On peut aisément deviner les graves perturbations dans l'alimentation en eaux de la capitale dans le cas d'une panne totale de ces deux stations. Mais il n'y a pas que la station de dessalement d'eau mer de Fouka qui a connu un incident technique en cette saison estivale.

Au début du mois de juillet la gigantesque station de dessalement d'El Magtaa a fait face, elle aussi, à des problèmes techniques. Cette dernière, inaugurée, en 2014 et avec ces 500 000 m3 par jour est considérée comme étant la plus grande station de dessalement d'eau de mer en méditerranée et en Afrique.

D'un cout avoisinant les 500 millions de dollars, la station d'El Magtaa devait mettre un terme au stress hydrique auquel étaient soumise la seconde ville du pays, Oran, durant des décennies. Vu son gigantisme, la station est également appelée à alimenter quatre autres wilayas limitrophes que sont Mascara, Tiaret, Relizane et Mostaganem. Soit une population de près de 5 millions d'habitants. Mais au début de ce mois de juillet les oranais ont renoués avec les coupures d'eau après six ans d'abondance. Encore une fois des problèmes techniques ont réduits la capacité de production de la station d'El Magtaa.

En réalité, six ans après son inauguration cette dernière ne produit que 50% de ses capacités. Soit seulement 250 000 m3d'eau par jour. Selon des indiscrétions rapportées par les médias les équipements de cette station géante sont dans un état de détérioration qui renseigne sur sa maintenance.

Cette infrastructure est gérée par la société Tahlyat Myah Magtaa (TMM), en partenariat avec Hyflux, une compagnie Singapourienne détentrice du contrat d'exploitation et de maintenance de l'unité. Cette dernière détient 47% des actions de TMM.

Nous retrouvons le nom de Hyflux à 250 kms à l'ouest de la ville d'Oran, plus précisément à Souk Tleta, dans la wilaya de Tlemcen. Dans cette localité, au mois d'avril de 2011, est inaugurée une nouvelle station de dessalement. Sa capacité est de 200 000 m3 par jour pour un cout de 251 millions de dollars.

Huit ans après son inauguration, cette infrastructure qui alimente une bonne partie de la population de la wilaya de Tlemcen est totalement à l'arrêt. Face à cette situation les autorités locales étaient dans l'obligation, bien avant l'arrivée de la saison estivale de mobiliser, par ces temps de crise, plusieurs milliards de dinars pour réhabiliter d'anciens puits et forer de nouveaux pour compenser une partie du manque d'eau résultant de l'arrêt de la station. Aucune explication n'est donnée sur les raisons de l'arrêt de la production de cette dernière en dehors d'une instruction judiciaire ouverte par le parquet de Tlemcen impliquant l'entreprise des frères Kouninef dans une affaire de contrats douteux et transfert illicite de capitaux vers l'étranger ayant un lien avec la station de dessalement.

Déjà et bien avant son arrêt cette unité n'a jamais produit la quantité d'eau contractuelle, soit 200 000 m3. Heureusement que le pire, concernant l'alimentation en eaux potable des populations de la wilaya de Tlemcen, a été évité grâce à la seconde station de dessalement implanté à Honaine, toujours fonctionnels. La situation de la station d'El-Magtaa et de Souk tleta n'a pas laissée indifférents les plus hautes autorités du pays. Il y a quelques semaines et bien avant l'incident de la station de Fouka une réunion de travail regroupant le ministère de l'énergie et celui des ressources en eaux s'est tenue pour faire le point sur la situation des stations de dessalement de l'ouest du pays et les mesures à prendre pour relancer la production. La révision de l'actuel modèle de partenariat dans la réalisation et la gestion des stations de dessalement était également à l'ordre du jour.

LE FORCING DE LA DEMANDE

L'ambitieux programme de construction de grandes stations de dessalement d'eau de mer a été lancé en 2003. Cette option stratégique a été dictée par les difficultés à répondre à la demande sans cesse croissante des populations en eaux potable en raison des sécheresses à répétition. En 2003, le prix moyen du baril de pétrole n'était que de 40 dollars, les réserves de change avoisinaient les 29 milliards de dollars tandis que la dette extérieure dépassait les 23 milliards de dollars. L'Algérie était bien loin de l'aisance financière qui a prévalue de 2006 à 2014. En raison des contraintes financières le gouvernement opte pour le mode BOT (build, opérate and transfer) qui signifie construire, exploiter et transférer, pour la réalisation de son programme de dessalement d'eau de mer. Ce modèle, connu sous l'appellation PPP (partenariat public privé) permet la mobilisation de financements extérieurs par le partenaire étranger. C'est ainsi que AEC (Algérian Energy Compagny) une filiale de Sonatrach et de Sonelgaz est créé. AEC est ainsi chargée de lancer les avis d'appels d'offres à l'international pour la réalisation des stations de dessalement. En général, AEC détient près de 49% des parts de ces infrastructures. En 2004 et suite à l'amélioration de la situation financière l'Algérie décide de payer par anticipation sa dette extérieure. Le recours à des crédits extérieurs pour financer ce programme est remis en cause. Au moins neuf des onze stations seront totalement financer par des banques publiques algériennes. C'est ainsi que les onze stations vont couter près de 2,75 milliards de dollars pour une capacité théorique de 2,11 millions de m3 par jour d'eau dessalée (source ministère de l'énergie 2010). Les sociétés espagnoles, qui ont une grande expérience dans le dessalement d'eau de mer vont s'accaparer de sept projets. Les autres vont aller à d'autres sociétés, singapourienne (02), malaisienne, américaine, canadienne et sud-africaine.

Les partenaires étrangers vont alors déposer une offre technique où le cout de production d'un mètre cube d'eau dessalée à une place importante.

A titre d'exemple et lors de l'ouverture des plis pour la réalisation de la station d'El magtaa, Hyflux a proposé un prix de 0,55778 de dollars le m3, soit l'équivalant 71,53 dinars au taux de change actuel. Quand on sait que le m3 d'eau de la première tranche payé par le consommateur algérien est de 6,30 dinars, ce ne sont ainsi pas moins de 65 dinars qui seront versés par le trésor public en soutien au prix de l'eau potable pour chaque m3 produit par la station de dessalement d'El Magtaa. C'est la loi de finance et dans le cadre des transferts sociaux, qui consacre annuellement plusieurs dizaine de milliards de dinars pour le soutien du prix de l'eau potable. Pour El-magtaa, la plus grande station du pays, AEC détient 43% des actions contre 47% pour la société Singapourienne Hyflux. Les 10% restant sont détenues par l'Algérienne des eaux. Donc et pour le cas d'El magtaa ce sont les deux entreprises publiques algériennes qui sont propriétaires majoritaires.

Dans les dix autres stations, AEC détient en général moins de 50% des parts.

Quatorze ans après l'entrée en service de la première station de dessalement, celle de kahrama à Arzew d'une capacité de 90 000 m3 et cinq ans après l'inauguration de la dernière, celle de Ténès d'une capacité de 200 000 m3, la fréquence des arrêts et des pannes soulèvent beaucoup d'interrogations.

AFFAIRE DES TERRES AGRICOLES DE CHOUAFFA

L'administration domaniale réagit

Suite à la menace de fermeture de la RN 12 (voir notre édition d'hier), une délégation de responsables de wilaya, où figurent les dirigeants de la direction des services domaniaux et du cadastre, s'est déplacée hier, en fin d'après-midi, à Chouaffa pour rencontrer les présumés propriétaires des terres agricoles, lesquelles font l'objet d'un litige.



A l'issue de cette rencontre, les représentants de l'administration ont promis aux personnes concernées de trouver une solution juste et appropriée à la problématique soulevée. Et c'est dans ce sens, qu'une réunion est programmée au cours de la semaine en cours entre les deux parties, laquelle réunion se déroulera au siège de la wilaya. C'est pourquoi aussi, suite à cette promesse de prendre en charge ce dossier épineux, que les prétendus propriétaires de ces terres agricoles ont décidé d'annuler leur action de fermeture de la RN 12.

Cependant, rien ne suggère que cette solution z juste et idoine «, satisfera les deux parties antagonistes. Car, il s'agit là de déterminer l'identité exacte du véritable propriétaire de ces terres d'une très haute valeur agricole. Or, c'est ce point justement qui est à l'origine du remous.

Notons enfin qu'au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, ce n'est pas la première fois que l'administration domaniale s'est retrouvée aux prises avec des citoyens concernant des terres.

D'ailleurs, l'affaire des terres de Souamaâ d'une superficie dépassant les 7 hectares est encore vivace dans les esprits. Il n'est pas également superfétatoire de relever qu'en Kabylie en général, particulièrement la wilaya de Tizi-Ouzou, la plupart des conflits entre citoyens et entre citoyens et les pouvoirs publics ont pour origine le foncier. L'opération cadastrale, entamée pourtant depuis très longtemps, n'est toujours pas terminée. A ce vide criard s'ajoute le non enregistrement des terres par leurs propriétaires chez les notaires, lors des partages entre les personnes concernées. Car cela ne fait pas partie des mœurs.

Dans certains cas où il surtout question d'un héritage indirect, le problème devient plus complexe. Plus exactement, lorsque l'auteur du legs n'a pas d'héritiers mâles, voire pas du tout. Antérieurement à l'année 1962, les antagonistes s'adressaient aux spécialistes du droit musulman pour régler leur litige. Et le verdict de ceux-ci était strictement appliqué. De nos jours, on privilégie la justice. Or, celle-ci se base essentiellement sur des documents ou tout simplement sur des preuves matérielles pour trancher sur une question donnée. Et quand celles-ci font défaut, l'affaire traîne pendant des années. D'ailleurs, il n'est pas rare que les principaux antagonistes meurent avant le traitement de leur affaire.

De ce fait, celle-ci est reprise par les descendants.

Les problèmes de cette nature sont accentués au cours de ces dernières années, suite à la grande valeur marchande du foncier et au même temps par le non respect des valeurs morales anciennes.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine

MÉDÉA

Formation des femmes rurales au métier de la poterie

UNE QUINZAINE de femmes rurales de la commune de Baata, 50 km à l'est du chef-lieu de wilaya, ont suivi la semaine dernière une formation en poterie traditionnelle, dans le cadre d'un atelier organisé sous la supervision de la représentation locale du Programme d'appui au développement local durable et aux activités sociales du nord-ouest de l'Algérie (PADSEL-NOA). Animé par M. NADI Saad, expert formateur, l'atelier «permettra aux participantes d'acquérir les nouvelles techniques en vigueur dans le domaine de la poterie, s'ajoutant au capital existant typique de la région de Baata réputée pour ce type d'activité traditionnelle». Selon le communiqué de la supervision locale du Programme, la formation bénéficie du soutien financier inscrit dans le cadre d'un partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne visant à donner aux apprenantes les connaissances nécessaires qui leur ouvrent des opportunités de créer des activités génératrices de revenu et de pouvoir développer leurs habiletés. Pour ce faire, indique-t-on, des réunions de coordinations avec les secteurs intéressés, notamment la direction de l'action sociale, l'annexe régionale de l'ADS, la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, la direction du tourisme et de l'artisanat, la chambre de l'artisanat et des métiers sont également prévues. Le Programme prévoit d'autres ateliers de formation qui auront lieu au cours de l'année en cours et concerneront les catégories vulnérables des communes rurales de Kef Lakhdar, Ouled Hellal et Ouled Antar, selon M.Abid Ahmed consultant superviseur du programme au niveau de la wilaya de Médéa. «Les actions de formation s'inscrivent dans le cadre des travaux d'identification et de recension des catégories ciblées, soit au total 624 individus répartis en 3 groupes, dont 232 femmes rurales, 323 jeunes chômeurs et 69 personnes aux besoins spécifiques. Rappelons que le 1er atelier de formation a été organisé, du 16 au 17 octobre, au centre de formation et de vulgarisation agricole (CFVA) de Médéa sur la thématique relative aux «Modalités d'intervention des cellules de proximité de solidarité (CPS) dans l'employabilité des personnes vulnérables». **Nabil B.**

●●●

Dans les contrats signés les obligations du partenaire étranger sont clairement mentionnées concernant la gestion et la maintenance des équipements et les capacités de production. Il se trouve que dans le cas des stations d'El magtaa et de Souk tleta, on est bien loin du respect des obligations contractuelles. En l'espace de 14 ans l'Algérie a énormément investie dans le dessalement d'eau de mer pour assurer une alimentation correcte en eaux potable des populations. Une option qui lui a permis d'éviter une grave crise de l'eau qui aurait entrainé des troubles sociaux et une instabilité politique.

LE DESSALEMENT, UNE SOLUTION DE RECHANGE

En raison de la croissance démographique et des changements climatiques plusieurs pays optent pour le dessalement. En Tunisie, comme au Maroc ou en Egypte plusieurs projets de dessalement d'eau de mer ont été lancé ou en voie de l'être. L'Egypte, qui ne cache pas ses craintes de voir le débit du Nile baisser suite à l'entrée en service du barrage de la renaissance en Ethiopie compte lancer un ambitieux programme de construction de station de dessalement d'eau de mer. Actuellement, l'Egypte produit 230 000 m3 d'eau dessalée par jour. Une quantité qui ne représente que 10% des capacités de production de l'Algérie. Mais à l'horizon 2025, l'Egypte compte investir 2,8 milliards de dollars pour construire 47 stations de dessalement. Un investissement qui permettrait à ce pays de cent millions d'habitants de produire 2,44 millions de m3 d'eau par jour. Mais contrairement à l'Algérie l'Egypte prépare dès maintenant la maitrise technologique et la fabrication des équipements des stations de dessalement.

Au début de 2020 l'organisation arabe pour l'industrialisation, une entreprise égyptienne, a signé un protocole d'accord avec le sud-coréen Septra Tek pour la construction d'une usine de fabrication des membranes pour les usines de dessalement d'eau de mer. La membrane est un élément important dans le processus de production d'eau dessalée. Elle sert à filtrer les sels et les impuretés organiques contenues dans l'eau de mer dans ce qui est appelé l'osmose inversée.

Malgré ses 11 grandes stations de dessalement l'Algerian Energy Compagnie, filiale à 100% de Sonatrach n'a pas pu faire aboutir un projet de production de membranes malgré son importance stratégique. Pourtant Sonatrach et Sonelgaz ont des relations d'affaires avec de grandes entreprises sud coréennes qui ont bénéficiées de gros contrats dans le secteur de l'énergie ces vingt dernières années. Ces compagnies très influentes en Corée du sud auraient aisément aidées Sonatrach à trouver des partenaires capables de participer au lancement d'une industrie de dessalement d'eau de mer. Le projet EvCon d'Issad Rebrab aurait également pu participer à cet effort. Ce dernier devait fabriquer des membranes capables de produire de l'eau ultra-pure. Si Rebrab dispose de la technologie de production d'eau-ultra pure, il pourrait aisément produire des membranes de dessalement dont la technologie est moins compliquée que celle de l'ultra-pure. Pour revenir à AEC, filiale de Sonatrach et contrairement à ses homologues égyptiennes qui investissent dans l'industrie, elle se contente de lancer des avis d'appel d'offres à l'international et accordé des marchés aux entreprises étrangères à coups de milliards de dollars.

L'élaboration d'une stratégie nationale pour la maitrise de l'expertise, l'engineering et la création d'une industrie productrice d'équipements de dessalement d'eau de mer deviennent aujourd'hui une urgence en raison des pannes techniques à répétition de certaines stations en activités. Stratégiquement les pouvoirs publics doivent poursuivre le recours aux ressources en eaux non conventionnelles pour répondre aux besoins sans cesse croissant des populations en eaux potable.

Trois nouvelles stations de dessalement sont programmées en urgence. Une à Alger, plus précisément à Zéralda. Elle sera dotée d'une capacité de 300 000 m3 par jour et doit soutenir l'alimentation en eau potable des wilayas d'Alger et de Blida. La seconde dotée elle aussi de la même capacité que celle de Zéralda sera implanté à Annaba. Une troisième unité est prévue à Skikda. Elle sera dotée d'une capacité de 100 000 m3 destinée en priorité pour répondre aux besoins de la zone pétrochimique de Sonatrach.

Ces nouvelles capacités de 700 000 m3 qui seront opérationnelle d'ici à 2023 porteraient le volume total d'eau dessalé à près de 3 millions de m3 par jour. Une capacité qui nécessiterait une maintenance soutenue des équipements pour assurer un rendement maximal permettant de répondre aux besoins des populations en eau potable. D'où l'urgence pour le pays de se doter d'un potentiel productif d'équipements de dessalement et d'une maitrise technologique pour assurer la maintenance de ces stations qui ont coutés près de trois milliards de dollars à l'Algérie.

Larbi C.

LE FONDATEUR DE WIKILEAKS, AFFIRME DANS SON UNIQUE OUVRAGE SUR LES DANGERS D'INTERNET :

«Le Net est le meilleur instrument de la surveillance électronique»

Par Farid Farah

Julian Assange, le fondateur du site Wikileaks n'a jamais perdu son temps pour renouveler son combat pour les libertés numériques et relancer le débat sur les droits et libertés dans le monde numérique : Internet est-il un danger pour la démocratie ou au contraire un espace de liberté ?



L'homme qui a plongé les Etats-Unis dans une paranoïa IT, au lendemain de la mise en ligne des secrets de l'armée américaine, avait publié en 2013 un ouvrage polémique dans lequel il a prédit l'avenir des internautes. L'ancien hacker et informaticien australien qui est détenu dans une prison londonienne avait choisi un titre illustrant l'alerte par rapport aux dangers multidimensionnels de l'Internet sur nous : « Menace sur nos libertés ». Pour Julian Assange, l'Internet est le moyen de censure le plus innovant. Il rappelle qu'après la publication des 250.000 documents confidentiels concernant la politique étrangère des Etats-Unis, ce pays a commis l'acte de censure le plus inédit de l'histoire de la liberté journalistique dans l'espace numérique. Le 1er décembre 2010, Amazon a retiré WikiLeaks de ses serveurs d'hébergement et, le 2 décembre, le prestataire DNS a mis fin au nom de domaine WikiLeaks.org. Les organismes d'État comme la bibliothèque du Congrès, le département du Commerce ou l'armée américaine ont bloqué sur leurs réseaux l'accès au site de WikiLeaks. Mieux, des représentants de l'État américain ont demandé aux universités d'interdire à leurs étudiants l'utilisation des documents rendus publics par WikiLeaks dans leurs travaux de recherche.

LA SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE S'INTERNATIONALISE

Assange révèle que des experts de la surveillance électronique appartenant à l'État américain surveillent toutes les activités du Net. Ils guettent toute relation exprimée ou communiquée, toute page consultée, tout message émis et toute idée soumise à un moteur de recherche, puis ils stockent ces milliards d'interceptions quotidiennes dans d'immenses hangars ultrasecrets, à jamais. Selon lui, il existe aux Etats-Unis des bâtiments immenses qui ne contiennent rien d'autre que les serveurs informatiques des différentes entreprises. « C'est là que la NSA dispose d'une partie de ses points d'interception massive. Internet pourrait exister sans cette centralisation, ce n'est pas que la technologie le rende impossible, c'est juste qu'il est plus efficace de tout centraliser. Dans la compétition économique, c'est la version centralisée qui l'emporte », écrit Assange dans son ouvrage. Selon lui, la surveillance est devenue aujourd'hui pratiquée par tout le monde, et par à peu près tous les États, à cause de la commercialisation des techniques de surveillance de masse.

L'ARME DU CRYPTAGE CONTRE LA SURVEILLANCE

La transition vers le Cloud Computing est qualifiée par l'auteur de «danger absolu» pour la liberté électronique. « D'énormes grappes de serveurs sont réunies en un seul endroit, parce qu'il est plus efficace de standardiser le contrôle de l'environnement, de standardiser le système de paiement. C'est une technique concurrentielle parce qu'il est moins cher d'empiler les serveurs au même endroit que de les disséminer partout », dit-il. L'auteur cite les exemples de Facebook, Twitter et Google qui sont « complètement centralisés ». « Tout se trouve aux États-Unis ; tout est à la merci de celui qui contrôle la force de coercition. Exactement comme la censure qui a commencé lorsque WikiLeaks a publié Cablegate et qu'Amazon a supprimé notre site de ses serveurs ». Assange propose le cryptage des données comme solutions à cette surveillance. « L'univers croit au cryptage. Il est plus facile de crypter l'information que de la décrypter. Nous avons compris qu'il était possible d'utiliser cette étrange propriété pour créer les lois d'un nouveau monde », suggère-t-il.

Un hacker face à l'empereur de l'Internet !

Par Farid Farah

Peut-on donner raison à Julian Assange, cet ancien pirate informatique Australien qui a plongé les Etats-Unis, dans une paranoïa IT, en 2010, au lendemain de la mise en ligne de milliers de documents concernant la politique étrangère américaine ? Selon lui, Internet est la plus formidable machine à espionner jamais créée. Il a en effet dénoncé dans son unique livre l'acharnement des autorités américaines sur son activité web créée autour de son site WikiLeaks. Refus de liberté conditionnelle, attaques DDoS, fermeture de sites, pressions sur les hébergeurs… Tous les instruments que les pays totalitaires utilisent pour faire échouer le projet de la démocratie digitale. Si nous approuvons l'intégralité du contenu de l'ouvrage, on finira alors par admettre que les Etats-Unis, pays «locomotive» du «train» de la vie numérique, devient l'équivalent de la Corée du Nord dans l'espace numérique. Même si l'auteur va trop loin dans ses critiques envers l'administration américaine, il n'a pas tort de s'inquiéter par rapport au statu quo constaté dans la transition vers le monde numérique. La migration totale vers l'IP6 demeure biaisée par la méfiance de la Chine et des pays de l'Europe à l'égard de la centralisation aux USA des serveurs les plus consultés par les internautes. «Il y a Facebook, qui est complètement centralisé. Twitter est complètement centralisé. Google est complètement centralisé. Tout se trouve aux États-Unis; tout est à la merci de celui qui contrôle la force de coercition. Exactement comme la censure qui a commencé lorsque WikiLeaks a publié Cablegate et qu'Amazon a supprimé notre site de ses serveurs» écrit Assange. Il nous semble que ce dernier ne s'est pas débarrassé de son «costume de Hacker». Il exprime sa méfiance à l'égard du Cloud Computing, devenue la meilleure technologie de stockage des données qui a sauvé l'Internet d'un blackout généralisé après la forte croissance du trafic des données provoquée par la pandémie du covid-19. Pour lui, le Cloud facilite le travail des points de surveillance électronique de la NSA. De plus, la majorité de ses recommandations tournent, en fait, autour de l'idée de l'absence de toute garantie dans le contrôle des accès aux réseaux informatiques. Cependant, Assange n'a proposé aucune alternative à la centralisation des serveurs et surtout aucune solution de traitement au phénomène de la démultiplication de l'information dans l'espace numérique.

SURVEILLANCE EN LIGNE

La surveillance massive de la NSA déclarée illégale

MISE EN lumière par Edward Snowden, les écoutes de la NSA sur des millions de citoyens américains viennent d'être jugées illégales par la Cour d'appel du 9eme circuit. En effet, l'organisation n'avait pas de mandat pour réaliser ces écoutes et elles ne respectaient pas le Foreign Intelligence Surveillance Act. Cette décision a été saluée par le lanceur d'alerte, qui a trouvé asile en Russie. Il est accusé d'espionnage par les Etats-Unis pour avoir dévoilé les pratiques de la NSA.

FACEBOOK

Pas plus de 5 forwards dans Messenger

Facebook a décidé de limiter le nombre de transferts de messages à 5 personnes ou groupes, dans son tchat, comme il l'a déjà imposé dans Whatsapp. La démarche vise à lutter contre la propagation des fake news qui exploitent souvent ces outils pour devenir virales. Depuis le printemps, le Californien identifie également dans Whatsapp les messages diffusés de multiples fois afin d'avertir les utilisateurs.

SMARTPHONE

Le Galaxy Z Fold 2 en approche

APRÈS l'échec d'une première version, Samsung a pris le temps de corriger le tir avec la deuxième mouture de son smartphone haut de gamme pliable, le Galaxy Fold 2. Attendu pour le 18 septembre 2020, pour un tarif dépassant les 1 600 €HT (2020 €TTC), ce terminal est doté d'un double écran, externe (6,2 pouces de 2260X816 pixels) et externe (7,6 pouces de 2208X1768 pixels) disposant d'un mode 120 Hz adaptatif. Embarquant des composants à la hauteur de ses ambitions, ce smartphone est motorisé par un Snapdragon 865+, 12 Go de RAM, et jusqu'à 512 Go de stockage. Sa batterie grimpe à 4500 mAh et un compatibilité 5G est de la partie alors même qu'aucun réseau, en France tout du moins, n'est encore commercialement disponible auprès des opérateurs nationaux.

BON À SAVOIR

AQUA-FI UNE, du Wireless sous-marin ! Des chercheurs de l'Université des Sciences et Technologie King Abdullah en Arabie Saoudite annoncent avoir créé une connexion sans fil pour permettre à des utilisateurs sous-marin d'accéder à des services et applications en ligne. Pour ce faire, des lasers et un Raspberry Pi ont été utilisés, ce dernier faisant office de modem afin de créer une connectivité sous-marine bidirectionnelle. Selon les chercheurs, ce terminal est utilisé pour convertir le signal sans fil en signal laser optique dont la capacité peut largement dépasser les 10 mètres. « Les lasers, à la fois verts et bleus, peuvent se propager dans des environnements aquatiques avec des débits de données élevés. Le choix des lasers était essentiel pour faciliter une connectivité suffisamment profonde. Nous pouvons utiliser des technologies de communication acoustiques, mais ces technologies sont extrêmement compliquées, nécessitent un matériel spécial et permettent d'obtenir un débit très limité qui est insuffisant pour les applications Internet gourmandes en bande passante d'aujourd'hui ». Seule contrainte actuelle, le faisceau laser doit être aligné avec son récepteur en surface pour fonctionner efficacement. Surveillance des infrastructures pétrolières et exploration de gaz ou encore du niveau de pollution font partie des cas d'usage avancés.

HAND-MONDIAL 2021

L'Algérie hérite du Gr F avec notamment le Portugal

L'ALGÉRIE A hérité du groupe F au Mondial-2021 de handball (messieurs) en Egypte, avec notamment le Portugal, selon les résultats du tirage au sort effectué samedi soir aux pieds des Pyramides de Gizeh près du Caire.
Les Verts évolueront également aux côtés de l'Islande et du Maroc, lors du tour préliminaire de la compétition dont la phase finale aura lieu du 13 au 31 janvier prochain.
A l'occasion de cette 27e édition, qui se jouera pour la première fois en présence de 32 nations, les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal, qui se jouera en quatre groupes de six équipes. Les deux meilleures sélections de chaque poule se qualifient pour les quarts de finale.
Pour rappel, c'est la deuxième fois que l'Egypte organise ce rendez-vous, après l'édition 1999. Les organisateurs ont retenu quatre sites pour abriter cette compétition : Alexandrie, Le Caire, Gizeh et la Nouvelle capitale.
L'équipe nationale reste inactive depuis le début de la pandémie de coronavirus (Covid-19). Les joueurs ont été soumis durant la semaine, par groupes, à des tests de dépistage au centre national de médecine du Sport (CNMS) en vue de la reprise des entraînements, sous la conduite du sélectionneur français Alain Portes.

Le sélectionneur de l'équipe portugaise de handball Paulo Pereira, n'a pas tari d'éloges sur l'Algérie, l'un de ses adversaires au premier tour du Mondial 2021 en Egypte (13 - 31 janvier).
«L'Algérie est dirigée par un excellent entraîneur (Le Français Alain Portes, ndlr), et a été récemment championne d'Afrique (2014 , ndlr), c'est une équipe avec laquelle nous devons prendre soin de nos performances», a-t-il indiqué samedi soir, dans une déclaration accordée au site officiel de la fédération portugaise.
«Comme nous l'avions dit avant le tirage au sort, nous maintiendrons notre ambitions, une fois encore, de solidifier la progression que nous avons eu ces dernières années, dans cette compétition. Pour y parvenir, il faut être plus constant et ce championnat du monde est l'occasion de montrer cette constance et cette solidité. Concernant le tirage au sort lui-même, nous savons que ce sera une Coupe du monde difficile mais nous savons aussi que nous devons respecter, en plus de nos adversaires, notre potentiel», a-t-il ajouté.
De son côté, président de la Fédération portugaise de handball Miguel Laranjeiro, s'est montré ambitieux : «Nous n'avons pas participé à une Coupe du monde depuis 18 ans et nous allons en Egypte avec la même détermination».

REJET DE LA CANDIDATURE DE BERNAOUI

Les explications du COA

Le rejet du dossier du président de la Fédération algérienne d'escrime (FAE), Salim-Raouf Bernaoui, candidat au poste de président du Comité olympique et sportif algérien (COA), a été motivé par plusieurs textes réglementaires, a expliqué un communiqué de l'instance olympique.



Le bureau exécutif du COA, réuni sous la présidence de Mohamed Meridja, président par intérim de l'instance, pour étudier et délibérer sur les cinq dossiers de candidatures pour l'élection du président du COA pour le restant du mandat, s'est exprimé, dans son communiqué, sur le refus de la candidature de Bernaoui qui tombe sur deux infractions qui l'ont mis hors course pour l'assemblée élective du 12 septembre.
Selon le COA, l'intéressé ne remplit pas les conditions contenus dans les articles 24 et 25 des statuts du COA, expliquant que le document qu'il a présenté, sous forme de procès verbal de l'assemblée générale ordinaire de la Fédération algérienne d'escrime (FAE), non visé et non validé par les services habilités du MJS, mentionne son retour à la présidence de l'instance.
«La notion de retour n'est pas prévue par la réglementation et contrevient aux dispositions légales et réglementaires qui régissent le fonctionnement des structures d'organisation et d'animation sportive.», a souligné le communiqué du COA.
En outre, l'instance olympique a expliqué que ces dispositions stipulent dans l'article 62 de la loi 13-05 du 13 juillet 2013, relative à l'organisation et le développement des activités physiques et sportive qu'il est interdit le cumul entre la responsabilité exécutive et élective au niveau nationale et local au sein et entre les structures d'organisation et d'animation sportive, d'une part, et la responsabilité administrative au sein des institutions de l'Etat relevant du secteur chargé des sports, qui confère au concerné un pouvoir de décision, d'autre part.
L'instance olympique a rappelé que le candidat Bernaoui a été déchu de sa qualité de membre de l'assemblée du COA depuis son remplacement au sein du Comité exécutif, pour le motif d'absences répétées et en application des articles 33 et 35 des statuts de l'instance.
A cet effet, et pour d'autres volets concernant la tenue de l'AG élective de samedi prochain, le président par intérim du COA, Mohamed Meridja animera un point de presse, mardi à 10h00 au siège du COA.
Pour rappel, le bureau exécutif du COA a validé, quatre dossiers de candidature pour le poste de président dont l'assemblée générale élective (AGE) aura lieu le 12 septembre. Cette ordonnance stipule dans son article 3 qu'il est interdit aux agents publics occupant des fonctions supérieures de l'Etat « d'exercer, pendant une période de deux années, une activité professionnelle ou de consultation ou détenir des intérêts directs ou indirects auprès d'entreprises ou d'organismes dont ils ont eu à assurer un contrôle ou une surveillance, à conclure un marché ou à émettre un avis en vue de la passation d'un marché, ainsi qu'auprès de tout autre entreprise ou organisme opérant dans le même domaine d'activité »
Le COA a accepté les candidatures de Sid Ali Lebib, ancien ministre de la Jeunesse et des Sports (1994-1995) et ex-président du COA, de Soumia Fergani, ex-députée à l'Assemblée populaire nationale (APN) et première arbitre internationale de football, d'Abderrahmane Hammad, médaillé de bronze aux JO 2000 de Sydney et Mabrouk Kerboua, ex-président de la Fédération algérienne de cyclisme.L'assemblée générale élective du Comité olympique algériens se déroulera le 12 septembre, pour élire le successeur de Mustapha Berraf, qui avait démissionné le 12 mai dernier.

R. S.

COMITÉ OLYMPIQUE ET SPORTIF ALGÉRIEN

La Fédération d'escrime perd sa qualité de membre de l'AG

LA FÉDÉRATION algérienne d'escrime (FAE) ne pourra pas assister aux travaux de l'Assemblée générale élective (AGE) du Comité olympique et sportif algérien (COA), prévue samedi prochain au siège de l'instance à Ben-Aknoun (Alger), a indiqué samedi soir un communiqué du COA. Le communiqué du COA précise que la FAE «ne peut se prévaloir de sa qualité de membre de droit de l'assemblée générale de l'instance olympique et ne peut être représentée aux prochains assemblées générales du COA», pour ne pas s'être mise en conformité avec les lois et règlements en vigueur, avec l'article 17 du statut type des fédérations.
A cet effet, le COA a précisé qu'en application de l'article 17 du statut type de la fédération sportive nationale, «sauf motif dûment justifié et en cas de démission ou de vacance du poste de président de la fédération sportive nationale, le bureau fédéral doit se réunir en session extraordinaire dans les 15 jours qui suivent pour constater la vacance et désigner un président intérimaire parmi les vice-présidents par ordre de présence, chargé de gérer transitoirement les affaires de la fédération». Le même article ajoute que le président intérimaire devait convoquer «dans un délai maximum de 60 jours, une assemblée générale extraordinaire à l'effet d'élire un nouveau président de la fédération pour la durée restante du mandat dans les conditions fixées par les règlements en vigueur et ce après saisine du ministre chargé des sports». Après la promotion de son président au rang de ministre de la jeunesse et des sports, la FAE était tenu d'appliquer l'article 17, désigner un président par intérim qui devait convoquer, dans les 60 jours qui suivent, une AG extraordinaire à l'effet d'élire un nouveau président pour terminer ce qui restait du mandat olympique (2017-2020). «La fédération algérienne d'escrime a contrevenu aux dispositions légales et réglementaires sus-citées et ne s'est pas mise en conformité, elle ne peut valablement bénéficier des dispositions des articles 24 et 25 des statuts du COA, et en conséquence, elle ne peut prévaloir de sa qualité de membres de droit de l'AG du COA et ne peut de ce fait être représentée aux prochains AG. Par conséquence, ajoute le communiqué du COA, la FAE est tenu au préalable de se mettre en conformité avec les lois et règlements en vigueur.

R. S.

PSG

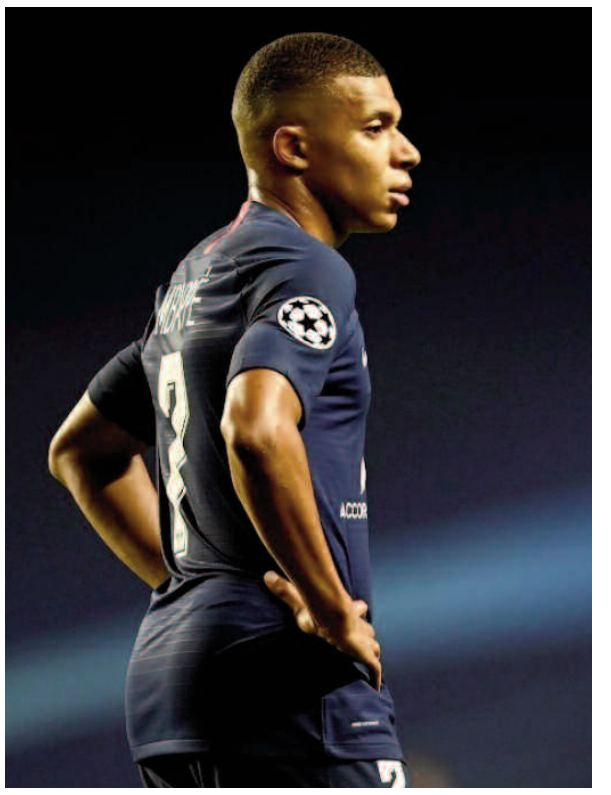
Kylian Mbappé met la pression pour le mercato

Interrogé sur le mercato plutôt discret du PSG - du moins pour le moment-, Kylian Mbappé a mis la pression sur ses dirigeants en demandant à ce que de nouvelles recrues arrivent.

Le mercato du PSG est pour le moment assez pauvre. L'épisode du faux-départ de Lionel Messi du Barça a sans doute retardé les plans parisiens, mais ce contre-temps est désormais terminé. Sergio Rico vient de signer définitivement dans le club de la capitale, mais le chantier des gardiens n'est pas terminé. Alphonse Areola, à peine revenu, doit se trouver une porte de sortie, Leonardo et Tuchel ne comptant pas sur lui. À l'inverse, Eric Maxim Choupo-Moting est lui sur le point de signer un nouveau contrat, comme le rapportait L'Equipe hier soir.
Ce sera sans doute insuffisant pour espérer retourner en finale de la Ligue des Champions. Le mercato est déjà bien entamé et le PSG n'avance pas beaucoup sur d'autres dossiers. Certes, le champion
de France souffre de la crise économique et doit vendre pour environ 60 M€. Des joueurs comme Julian Draxler, Loïc Mbe Soh mais surtout Idrissa Gueye sont d'ailleurs invités à un départ. Sauf qu'il faudra bien recruter. Et même si Leonardo se montre prudent sur le marché, certains au club s'impatientent.

«IL FAUT ACHETER DES JOUEURS»

C'est notamment le cas de Kylian Mbappé. Au sortir d'une finale de la Ligue des Champions et après avoir offert la victoire à l'équipe de France en Suède hier soir, l'attaquant a demandé, au micro de Téléfoot ce dimanche matin, des recrues et vite, afin de soulever enfin la Ligue des Champions. «Évidemment que le PSG a grandi avec cette finale. Avant, on avait ce blocage des quarts de finale, maintenant on a brisé ça. Plein d'équipes ont perdu une finale et ont gagné l'année d'après», s'est enthousiasmée la star avant de poursuivre.
«Il faut positiver et faire un bon recrutement. Je pense que c'est important. Il faut acheter des joueurs. J'espère qu'il



y aura de bonnes recrues et qu'on pourra démarrer la saison avec l'objectif de faire mieux que la saison passée», prévient Mbappé, dont le contrat n'a d'ailleurs toujours pas été prolongé, lui qui appartient au PSG jusqu'en 2022. Voilà qui a le mérite d'être clair. Leonardo et son équipe savent à quoi s'en tenir : pour rassurer son effectif et le club, des nouvelles recrues seraient les bienvenues, et rapidement.
Pour sa part Eric Maxim Choupo-Moting a retourné plus d'une veste. Entré à la 80e minute de jeu en lieu et place du coûteux Mauro Icardi, le Camerounais de 31 ans avait pris toute la lumière le temps d'une soirée étoilée, en se montrant décisif sur les deux buts franciliens dans le money time. Une destinée que les meilleurs scénaristes auraient rêvé d'écrire pour celui qui, au mieux, faisait jusque-là office de mascotte du Parc.
Mais depuis ces derniers mois beaucoup de choses ont changé. Son statut d'abord, notamment aux yeux de certains réticents au sein de la direction parisienne. Mais aussi et surtout les finances des clubs de football (et pas que), bien rognées par une pandémie mondiale qui a mis l'activité économique au tapis durant de longues semaines.

LEONARDO SE LAISSE CONVAINCRE

C'est ainsi que Paris a retropédalé dans bon nombre de dossiers. Thiago Silva, finalement parti à Chelsea, se serait par exemple vu proposer une prolongation à l'issue du Final 8. Dans la même lignée, Layvin Kurzawa a prolongé fin juin jusqu'en 2024 alors qu'il était annoncé sur le départ depuis de longs mois. Sergio Rico a, lui, vu son option d'achat (peu élevée) être levée. Autre argument de poids : Paris a besoin de recrues dans le secteur offensif. En effet, Mauro Icardi n'apporte pas toujours toutes les garanties nécessaires à une équipe du standing de Paris et Edinson Cavani a filé vers d'autres cieux. Kylian Mbappé n'est pour sa part pas toujours convaincant dans ce registre.

R. S.

BARÇA

Messi isolé dans le vestiaire?

AVEC le départ prévu de Luis Suarez et celui d'Arturo Vidal, Lionel Messi va perdre ses plus proches amis dans le vestiaire du FC Barcelone.
Oui, Lionel Messi va rester au FC Barcelone. Mais tous les problèmes ne sont pas résolus, loin de là, autour de l'attaquant argentin. Surtout, en égratignant ouvertement sa direction, le n°10 des Blaugranas a clairement indiqué qu'il restait en Catalogne à contrecoeur.
A le voir traîner des pieds pour revenir à l'entraînement, comment vont réagir ses coéquipiers ? La question mérite d'être posée d'autant que, comme le révèle El Pais, Messi a perdu beaucoup de soutiens dans le vestiaire du Barça. Il était proche de Neymar et Luis Suarez, et l'Uruguayen est poussé vers la sortie. Arturo Vidal, un autre de ses amis, devrait lui aussi quitter le club durant l'intersaison. Il reste bien Jordi Alba et Gerard Piqué, mais il semble Messi n'aura pas un vestiaire uni autour de lui.
« Il y a un détail qui n'est pas mineur. Dans tout ce conflit, il n'y a eu aucun soutien publique de la part de l'un ses collègues », observe un membre du club. Le sujet de l'influence de Messi au sein du vestiaire barcelonais est régulièrement vu comme une source de crispation. Pour résumer, le sextuple Ballon d'Or aurait trop d'influence, il ferait la pluie et le beau temps, et aurait trop de poids dans le choix de l'équipe. Récemment transféré à Séville, Ivan Rakitic a été interrogé sur sa relation avec le roi Leo. « Je ne peux pas dire que nous étions les meilleurs amis, mais il m'a toujours bien traité. (…) Je ne sais pas si Vidal a joué plus parce qu'il était un ami de Messi », a confié le Croate, qui aurait pu tenir un autre discours s'il voulait éviter tout risque de polémique.
Arrivé sur le banc du Barça cet été, Ronald Koeman a notamment pour mission (non officielle) de reprendre le pouvoir au sein du club. Maintenant qu'on sait qu'il va rester, gérer le cas Messi, sur et en dehors du terrain, sera l'une de ses priorités. Sa chance, c'est que l'Argentin veut du renouveau, et apprécie des joueurs comme Riqui Puig, Ansu Fati et Frenkie de Jong. Ensemble, arriveront-ils à construire le Barça du futur ? Ou Messi ne fera-t-il que passer, cette année, avant de quitter son club de toujours ?

SERIE A

L'Inter est déjà prête à sacrifier Christian Eriksen

ARRIVÉ cet hiver, Christian Eriksen ne convainc pas grand monde à l'Inter, à tel point que le club italien est désormais à l'écoute d'offre pour son milieu offensif danois. Les Nerazzurri se serviraient bien d'une potentielle vente pour financer l'opération N'Golo Kanté.
L'Inter a réglé son principal problème. Antonio Conte a décidé de rester au moins pour la saison à venir. Malgré les tensions nées avec sa direction, l'entraîneur a mis de l'eau dans son vin, le club aussi, et a décidé de repartir au combat. Face à une Juventus qui sera peut-être plus prenable que jamais, le club lombard voit là une belle occasion de rafler enfin le scudetto. De gros moyens ont même été mis à disposition de Conte dès le début du mercato pour renforcer un effectif déjà bien garni.
Achraf Hakimi a posé ses valises contre 40 M€, quand les Nerazzurri ont levé les options d'achat de Nicolo Barella, Sefano Sensi et Alexis Sanchez. L'hiver dernier, Victor Moses, Ashley Young et Christian Eriksen ont également débarqué. Les deux premiers cités étaient promis à des rôles plutôt secondaires quand le Danois devait occuper une place de choix. A six mois de la fin de son contrat à Tottenham, le milieu offensif de 28 ans a préféré anticiper son départ, coûtant tout de même 20 M€.
L'Inter est prêté à écouter des offres pour Eriksen
Sauf que depuis son arrivée, il a du mal à se fondre dans le collectif intériste. Titulaire à 11 reprises seulement depuis le mercato d'hiver (pour 26 rencontres au total, 4 buts et 3 passes décisives), il est même dans l'œil du cyclone en Italie à tel point que son avenir est d'ores et déjà en train d'être remis en question. Désormais le sujet n'est plus tabou, Christian Eriksen fait partie des joueurs disposant d'un bon de sortie cet été.
Selon la Gazzetta dello Sport, l'Inter laissera filer le joueur en cas d'offre satisfaisante et ce dans un but but bien précis. Déjà, les Nerazzurri feraient l'économie d'un gros salaire estimé à 8 M€ par saison mais en plus de cela, ils pourraient se servir de la somme générée par un transfert pour le réinvestir sur N'Golo Kanté, qui est maintenant la priorité de Conte. Un prix de 50 M€ avait été fixé au préalable par le Corriere dello Sport et même s'il sera difficile d'atteindre une telle somme, l'Inter ferait sans aucun doute une belle culbute.

ADE DE CHLEF

Accord avec 11 micro-entreprises pour la réparation des fuites d'eau

L'ALGÉRIENNE DES eaux (ADE) de Chlef a signé des accords avec 11 micro-entreprises, créées dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) pour la réparation des fuites d'eau et le montage des compteurs, dans les communes gérées par ses équipes, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la structure.
Selon le chargé de la communication auprès de l'unité ADE de Chlef, Miloud Baghdoud, il s'agit de la signature, le weekend passé, d'un accord avec 11 micro-entreprises spécialisées en plomberie sanitaire, qui bénéficieront de projets, pour la prise en charge des fuites d'eau, des raccordements individuels, du montage des compteurs des nouveaux abonnés, et le remplacement des anciens (compteurs), à travers les communes gérées par cette unité, est-il signalé de même source.
L'accord stipule que chaque daïra concernée sera prise en charge par deux micro-entreprises, au moment où l'ADE se chargera de fournir tous les équipements nécessités, dont les compteurs et les conduites d'eau. Cette initiative est inscrite au titre de la convention signée entre le ministère des Ressources en Eau et le ministère délégué chargé de la micro-entreprise. L'accord vise à soutenir les efforts du secteur en matière d'amélioration de ce service public (alimentation en eau potable), à travers l'implication de plus de 300 micro-entreprises du pays, dans cet objectif.
Les responsables de l'annexe ANSEJ de Chlef se sont félicités de cette opération, s'inscrivant, ont-ils dit, dans le cadre de l'»accompagnement à distance des micro-entreprises, la garantie de leur pérennité et l'incitation des jeunes à l'entreprenariat».
L'ADE de Chlef gère l'AEP à travers 32 communes sur les 35 que compte la wilaya, dont 17 communes dans leur totalité, et 15 sièges des communes restantes.

R. R.

EXAMENS SCOLAIRES À TIZI-OUZOU

Prise en charge psychologique des élèves lors des révisions

La prise en charge psychologique des élèves a été un des aspects importants lors des séances de révision entamées le 25 août dernier, à travers les structures scolaires à Tizi-Ouzou, a assuré dimanche à l'APS, le directeur local de l'éducation, Ahmed Lalaoui.



«L'état d'esprit des élèves était nôtre seule appréhension lors de la préparation de ces révisions, après cette période de suspension des cours et de la fréquentation de l'école, et nous nous sommes préparés à cet situation en y mobilisant l'ensemble du personnel éducatif», a-t-il souligné.
Conseillers d'orientation et enseignants ont été, notamment, instruits «d'accorder une part importante à cet aspect et aux éventuelles difficultés que certains élèves peuvent éventuellement rencontrer», a-t-il ajouté. «En sus de l'orientation pédagogique, il était primordial de se pencher sur l'état d'esprit des élèves qui abordent ces examens dans ce contexte particulier de pandémie pour diminuer de leur stress», a soutenu, à ce propos, dans une déclaration à l'APS, Nadia Bélaidi, conseillère d'orientation scolaire au niveau du collège, Mouloud Féraoun.
Le travail commence, a-t-elle expliqué, par «un échange sur la pandémie et familiariser les élèves aux dispositions particulières imposées par la prévention de cette pandémie, comme le port de masque, la distanciation physique entre eux et la pratique assidue de l'hygiène corporelle».
Des dispositions, toutefois, «déjà assimilées par les élèves qui comme tout le monde avait vécu cette pandémie», a-t-elle précisé, faisant remarquer que «les enfants s'adaptent plus facilement aux situations exceptionnelles et semblent accepter la réalité de cette pandémie et la contrainte de faire avec».
Des séances de relaxation et de détente sont, également, au programme de ces révisions pour, souligne la conseillère, «leur permettre de retrouver certains réflexes et habitudes de pratique de vie collective tout en respectant les mesures préventives, mais aussi, leur faire sentir l'importance du cadre scolaire où ils disposent de meilleures conditions pour les révisions».
S'agissant du volet pédagogique, «des conseils et explications leur sont donnés sur la manière d'appréhender le stress des examens qui, dans une certaine mesure, peut être positif», soutient Bélaidi, qui relève que «la suspension des cours depuis le mois de mars dernier n'a pas manqué d'affecter leurs capacités».
Aux premiers jours surtout, «il y a eu, effectivement, des élèves qui ont trouvé des difficultés à se réinsérer dans l'environnement scolaire», affirme, pour sa part, Malika Belouss, enseignante de langue arabe dans le même collège, qui souligne qu'»un travail particulier est fournit pour les aider à se remettre dans le bain et dépasser leur peurs».
Considérant que «rien ne peut remplacer le cadre de l'école pour unemeilleure révision», l'enseignante soutient que «la démarche adoptée par l'ensemble du staff du collège a consisté, d'abord, à aider les élèves à dépasser leur peur et leurs difficultés pour, ensuite, traiter du volet pédagogique».
Assurant que les enseignants se donnent à fond pour aider au mieux ces élèves, elle relevé qu'il s'est créé «un air de famille au sein de l'établissement, avec un certain relâchement de l'aspect solennel dans la relation entre enseignants et élèves, qui aide ces derniers à se sentir à l'aise et à reprendre confiance en soi».
Dans l'impossibilité de leur faire réviser l'ensemble du programme dispensé durant les deux premiers trimestres de l'année scolaire, explique-t-elle, «des résumés allégés des cours ont été préparés par les enseignants et remis aux élèves sous forme de polycopies pour leur rafraichir la mémoire».
Des simulations d'examens sont, également, pratiquées en classe sur la base des textes remis la veille et corrigées ensemble ce qui permet aux élèves de rattraper leurs erreurs et aux enseignants de juger du répondant des élèves lors de ces révisions.
Par ailleurs, et sur les 14 945 candidats à cet examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM) que compte la wilaya, 13 860 ont été déjà admis en 1ère année secondaire sur la base de leur moyenne des 1er et 2ème trimestres, a indiqué M. Lalaoui.
Dece fait, a-t-il ajouté, ils seront quelque 1 085 candidats seulement à se présenter aux épreuves à cet examen qui débutera demain, en plus des éventuels «admis», le ministère de l'Education nationale «ayant laissé ouverte la porte à ceux, parmi eux, qui voudront repasser l'examen», a-t-il précisé.
Ils seront, «répartis à travers 53 centres d'examens encadrés par 43 psychologues mobilisés à cet effet par la direction locale de la santé (DSP) en plus des conseillers d'orientation scolaire exerçant au niveau de ces structures», a-t-il précisé à ce propos.

R. R.

CONSTANTINE

Réception du programme des 774 logements LSP

LE PROGRAMME des 774 logements sociaux participatifs (LSP) implantés à l'extension Ouest de la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine) sera réceptionné au courant du 2ème semestre 2020, ont indiqué dimanche, les services de la wilaya.
Le projet dont les travaux de construction des bâtiments ont été «entièrement achevés», sera réceptionné «au courant du 2ème semestre de l'année 2020, au fur et à mesure de l'achèvement des chantiers en cours des voiries et réseaux divers (VRD)», a précisé la même source à l'APS.
Affirmant que toutes les contraintes d'ordre administratif notamment ayant entravé l'avancement des travaux ont été levées, les services de la wilaya ont souligné que ce chantier fait l'objet de «suivi régulier» par les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), maître d'ouvrage.
Le projet dont les travaux de construction des bâtiments ont été parachevés en 2018, a été à l'arrêt pour «des raisons administratives» soulevées par le maître de l'ouvrage, a-t-on rappelé, précisant que l'entreprise de statut privé, chargée du reste des travaux, avait relancé le chantier depuis quelques mois après l'intervention du chef de l'exécutif local, avec l'engagement de livrer le projet «dans les délais impartis».
Les bénéficiaires de ces logements avaient observé depuis 2019 plusieurs sit-in devant le siège de l'OPGI, réclamant leurs logements «réalisés et non livrés à cause des travaux de finition», rappelle-t-on. Une opération de tirage au sort pour les bénéficiaires avait été organisée en 2018, juste après l'achèvement des travaux de réalisation des bâtiments
et des engagements avaient été pris pour la remise des clés «début 2019 au plus tard», selon certains bénéficiaires de ce projets. La livraison de cet important programme (774 logements) permettra l'allégement de la pression sur le logement et contribuera également à l'amélioration des conditions de vie des populations concernées, ont
considéré les services de la wilaya. La même source a affirmé que des efforts sont déployés pour «résoudre tout problème, à l'origine de l'arrêt de certains chantiers de logement» avec la perspective de réceptionner et attribuer ces programmes «dans les délais fixés». R. R.

PRIX LUX AWARD 2020

La nouveauté européenne

Un nouveau Prix du public pan-européen : le Lux Award est annoncé dans le contexte de la Mostra de Venise, il sera décerné après le vote des spectateurs et des parlementaires dans tout le continent européen.

Créé par le Parlement européen, il y a 13 ans, ce prix est doté d'un nouveau format. L'institution européenne et l'Académie européenne du film se sont associées pour la remise de ce prix, avant de dévoiler son nouveau format au 77e Festival international du film de Venise, rapporte le réseau Cineuropa. Au terme d'une série de conférences avec des professionnels du cinéma autour de la situation dans l'industrie cinématographique, la présidente de la commission de la culture et de l'éducation du Parlement, Sabine Verheyen, a annoncé que le nouveau prix Lux – le prix du film du public européen du Parlement européen et de la European Film Academy – sera désormais attribué conjointement par les deux institutions, en partenariat avec la Commission européenne et le réseau Europa Cinemas. L'objectif de ce prix ne change pas, à savoir mettre en valeur les œuvres cinématographiques qui animent le débat public européen,



soutenir leur distribution en assurant leur sous-titrage dans toutes les langues de l'Union européenne. Pour Sabine Verheyen, « cela a toujours été un projet pionnier et innovant du Parlement européen dans la construction de ponts entre des secteurs qui utilisent parfois des langues différentes ». Ce prix pourra concerner un public plus large en collaboration avec European Académie du cinéma. Dans son nouveau format, cinq films seront mis en lice, au lieu des trois habituels, mais en raison des conséquences du Covid-19 sur le marché de l'industrie cinématographique, le nombre de longs métrages en compétition pour le prix de cette nouvelle édition sera de trois, par exception à la règle. Ces titres seront sélectionnés par un jury de professionnels, approuvé par la commission de la culture et de l'éducation du Parlement européen. Auparavant, seuls les députés européens ont eu le droit de voter pour les films gagnants. Désormais, le gagnant sera sélectionné sur la base des votes des députés européens et du public (chaque partie représente 50%). Les citoyens européens participent au prix, après moult étapes (festivals, sortie en salles, vod, etc.) des trois films nominés, le 12 décembre prochain à Reykjavik. Au terme du vote en ligne – classement des films sur une échelle de un à cinq –, le lauréat sera connu le 28 avril, lors de la cérémonie de remise des prix au Parlement européen, en présence des équipes de tournage et des partenaires du prix. **R. C .**

RAP IRANIEN DANS LES ESPACES PUBLICS

Pas d'argent, pas de concert

EN IRAN, le rap est populaire depuis une vingtaine années, mais les rues isolées et les parcs deviennent de plus en plus le théâtre de battles que les amateurs documentent en vidéo.

Quand ils débitent leur flow, c'est en persan. Ils ont la vingtaine et ressemblent à n'importe quel jeune passionné de rap. La plupart des rappeurs iraniens n'obtiennent pas l'agrément du ministère de la Culture pour diffuser leurs chansons, ils doivent se produire dans des lieux illicites, rapportent les Observateurs de France24. Le rap poursuit depuis 20 ans une ascension irrésistible en Iran. Nombre de personnes considèrent qu'il est aujourd'hui la musique la plus populaire parmi les jeunes. Sur Instagram ou Telegram, les vidéos de battle se multiplient. Ama est administrateur de Rapid, un instablog consacré au rap iranien, dont il suit l'actualité depuis quatorze ans. Les jeunes iraniens sont en contact permanent avec le rap, ils essayent d'écrire leurs propres textes. Les plus courageux, ceux qui croient le plus en eux, n'hésitent pas à se lancer désormais dans des battles. Les deux principales villes où se déroulent des battles sont Téhéran et Mashhad. Ça se passe dans des lieux que tout fan de rap connaît dans sa ville : les principaux repaires sont dans des parcs, où des battles se déroulent naturellement. Il y a aussi des battles plus organisées, sur invitation uniquement, on donne un lieu et une heure précise où deux rappeurs s'affronteront. Les battles sont devenues une réalité assez palpable depuis cinq ou six ans. Ces rappeurs ont entre 15 et 30 ans, et ce sont surtout des hommes. Les filles sont rares… mais il y en a souvent dans le public des battles.

Au début, les gens venaient avec des textes déjà écrits, mais de plus en plus, il y a de vraies battles, de la création sur le moment. Les rappeurs iraniens parlent du monde qui les entoure, de liberté, d'égalité, de politique. Dans le rap iranien, il n'y a pas d'argent, il n'y a pas de concert officiel, les albums ne peuvent pas être vendus. A ses débuts, le rap sera écouté et produit essentiellement par des classes aisées, mais ça a changé : aujourd'hui tout le monde en écoute. Des rappeurs viennent de tous les milieux, des riches, des défavorisés, des diplômés ou non, des étudiants, des salariés… Le style de rap qui prévaut reste le rap à l'ancienne, les rappeurs iraniens qui ont le plus la cote sont Hichkas, Sourena ou Bahram, ils rapent sur des choses sérieuses et le font bien. **R. C**

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE M'SILA
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
N.I.F : 001328019020255

Deuxième CONCOURS D'ARCHITECTUR RESTREIN APRE LANNULATION DES PROCEDURET N°17/2020 PORTANT ETUDE ET SUIVI POUR REALISATION ET EQUIPEMENT D'UN (01) COLLEGE TYPE (BASE 06/200R) A M'SILA. (Fond Spécial De Développement Economique Des Hauts Plateaux 2019).

Conformément au décret présidentiel N°15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
La Direction des Équipements Publics de la wilaya de M'sila lance un ***Deuxième CONCOURS D'ARCHITECTUR RESTREIN APRE LANNULATION DES PROCEDURET*** N°..... /2020 portant étude et suivi pour la réalisation du projet ***ETUDE ET SUIVI POUR REALISATION ET EQUIPEMENT D'UN (01) COLLEGE TYPE (BASE 06/200R) A M'SILA.***

(Fond Spécial De Développement Economique Des Hauts Plateaux 2019).

1-RETRAIT DU CAHIER DES CHARGE :

Les bureaux d'études ou un groupement des bureaux d'études, les architectes agrées intéressés peuvent retirer les cahiers des charges auprès du siège de la direction des équipements publics de la wilaya de M'sila - BOULEVARD CHERID ABD EL HAFID M'SILA-.

2-PRÉSENTATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURES :

Dans une première phase, les candidats sont tenus de présenter leurs dossiers de candidatures dans une enveloppe, **Qui doit être fermée et anonyme et ne portant que les mentions suivantes:**

Deuxième CONCOURS D'ARCHITECTUR RESTREIN APRE LANNULATION DES PROCEDURET N°...../2020 ETUDE ET SUIVI POUR REALISATION ET EQUIPEMENT D'UN (01) COLLEGE TYPE (BASE 06/200R) A M'SILA.

(Fond Spécial De Développement Economique Des Hauts Plateaux 2019).
« DOSSIER DE CANDIDATURE -
A NE PAS OUVRIR
Les dossiers de candidatures seront remis directement, à l'adresse suivante
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS « DEP » DE M'SILA
BOULEVARD CHERID ABD EL HAFID M'SILA. Fax : 035338398, Tel: 035338397

Le dossier de candidature contient :

1-une déclaration de candidature« remplie, signée et datée ».
Dans la déclaration de candidature, le candidat atteste qu'il :
* N'est pas exclu ou interdit de participer aux marchés publics conformément aux dispositions des articles 75 et 89 du décret présidentiel n°15-247 de la 16/09/2015 portante réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
* N'est pas en redressement judiciaire et que son casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire. le casier judiciaire concerne le candidat lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général lorsqu'il s'agit d'une société.
* Est en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales.
* Est inscrit au registre de commerce électronique pour les personnes morales.
* A effectué le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien.
* Le numéro d'identification fiscale (NIF).
2-Une déclaration de probité « remplie, signée cachetée et datée ».
3-Une copie de l'agrément « valide » et une copie de l'inscription au tableau national des architectes.
4-Les statuts pour les sociétés.
5-Capacités financiers (2015-2016-2017-2018-2019)
6-Capacités techniques moyens humains et matériels et références professionnelles, à savoir :
Moyens humains et matériels :
La liste nominative du personnel accompagnée des attestations et des diplômes ainsi l'attestation d'affiliation au CNAS-valide-.
Les moyens matériels à mettre en place pour le projet (Justification : siège du bureau d'étude doit être justifié par une copie de l'acte de propriété ou par acte de location notarié valide le jour de l'ouverture, véhicules justifiés par la carte grise et l'assurance au nom du candidat ou de la société).
NB : En ce qui concerne l'acte de propriété ou l'acte de location notarié doivent justifiés partout moyen légal

- L'acte de propriété justifié par un certificat d'existence du siège du B.E.T délivré par un expert (Huissier de justice).
- L'acte de location doit préciser l'activité du B.E.T

Références professionnelles :

-Attestations de bonne exécution datées relatives **aux missions études et suivi ou missions études, missions suivi** des projets de catégorie **« A»** et plus (selon l'arrêté interministériel commun N°2 du 04/07/2001 modifiant et complétant l'arrêté interministériel N°17 du 15 mai 1988 portant modalités d'exercice et de rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment Et le décret exécutif n° 16-224 du 19 dhou el kaada 1437 correspondan N°01 du 15 nov 2016 relative a la mise en au 22 aout 2016 fixant les modalités de rémunération de la maitrise d'œuvre en bâtiment et le circulaire œuvre du décret exécutif n° 16-224, L'arrêté ministériel n° 04 du 12 janvier 2017 fixant le profil des intervenants dans la « mission suivi » de la
Ces attestations devront être délivrées par des)maitrise d'œuvre en bâtiment et la composition des équipes en fonction de la complexité de l'ouvra maîtres d'ouvrages publics et sont exercées **durant les 10 dernières années.**

N.B : Dans le cas ou, les dossiers de candidatures présentés sont incomplètes (absence de l'une des pièces exigées), il est ouvert, aux candidats, **délai maximum de 10 jours,** pour compléter les documents manquants exigés, à l'exception de:(les pièces qui ne doivent pas être compléter sont) :
1-La déclaration de candidature « remplie, signée et datée ».
2-la déclaration de probité « remplie, signée et datée ».
3-L'agrément valide.
4 Capacités techniques- Capacités financiers
-Conformément à l'article 69 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public , les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisie, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.
Si les documents précités ne sont pas remis dans le délai requis ou s'il s'avère après leur remise qu'ils comportent des informations non conform à celles figurant dans la déclaration de candidature, l'offre concernée est écartée, et le service contractant reprend la procédure d'attribution du marché.
Si après signature du marché, le service contractant découvre que des informations fournies par le titulaire du marché public sont erronées, il prononce la résiliation du marché aux torts exclusifs du partenaire cocontractant.

3-LA DUREE DE PRÉPARATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURES :

- La durée de préparation des dossiers de candidatures est fixée à **dix (10) jours**, à compter de la date de la première publication du présent conc sur le BOMOP ou dans la presse nationale.

4- LA DATE DE DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES : La date et l'heure limite de dépôt des dossiers correspondent au dernier jour de la durée de rs préparation des dossiers, qui expire (le dixième jour) **jusqu'au** 14 ·00 heures. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la dat de dépôt est prorogée jusqu'au premier jour ouvrable suivant.
La date limite de dépôt des dossiers de candidatures.

5-L'OUVERTURE DES DOSSIERS DE CANDIDATURES : La procédure d'ouverture des dossiers de candidatures se déroulera en séance publique en présen des candidats. Elle aura lieu le dixième jour correspondant à la date de dépôt des dossiers, à partir de 14 .30 heures, au siège de la direction -DEP- M'sila. La commission d'ouverture des plis et l'évaluation des offres, procède à l'ouverture des dossiers de candidature.

6-*L'EVALUATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURES :* Après l'ouverture et l'évaluation des dossiers de candidatures, seuls les candidats présélectionnés sor invités à remettre les plis de « l'offre technique », « l'offre architecturale » et de « l'offre financière » dans une 2ème phase.

7- LA DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES: La durée de validité des offres est la durée de préparation des offres augmentée de trois 03 mois, à partir de la d dépôt des offres.

LE JEUNE INDÉPENDANT # 6782- 07 /09/ 2020- ANEP 2016014333



Au Japon, il est désormais interdit de crier dans les attractions à cause du coronavirus

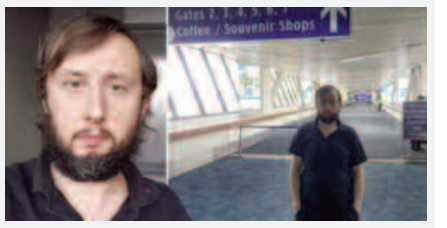
Alors que les parcs d'attractions ont récemment rouvert au Japon, ces derniers demandent à leurs visiteurs de ne pas crier dans les montagnes russes pour éviter la propagation du coronavirus.

Selon le Wall Street Journal, le groupe East and West Japan Theme Park Associations, qui rassemble plus de 30 parcs de loisirs du pays, demande désormais aux amateurs de sensations fortes de ne pas crier dans les montagnes russes afin de ne pas libérer de gouttelettes potentiellement infectées.

Pour inciter les visiteurs de parcs à respecter cette nouvelle mesure, une vidéo de quatre minutes montrant deux cadres du parc d'attractions Fuji-Q Highland profiter d'une attraction dans le plus grand des calmes a été publiée sur YouTube. Sur les images, on peut voir Daisuke Iwata et Koichiro Horiuchi, en costume et masqués, faire un tour sur le grand huit Fujiyama du parc, qui peut atteindre une vitesse de 128 kilomètres par heure. Alors que le wagon enchaîne les virages serrés et les descentes à pic, les deux hommes ne font pas un bruit et prennent même la peine d'ajuster leurs cheveux et leur masque. Pourtant, la peur ne respecte aucune directive sanitaire. Interrogés par le Wall Street Journal, certains visiteurs ont déclaré qu'ils essaieraient de se conformer à cette nouvelle règle, mais qu'ils n'étaient pas très inquiets s'ils finissaient par s'époumoner sans le vouloir. Le quotidien américain ajoute qu'aucune sanction n'est prévue pour les personnes qui ne réussissent pas à retenir leurs cris.

Depuis leur réouverture progressive début juin, les parcs d'attractions japonais ont mis toute une série de mesures en place pour protéger les visiteurs et leurs employés du coronavirus. Outre l'interdiction de crier, les visiteurs doivent également porter un masque. Les employés déguisés en mascottes ne peuvent quant à eux plus serrer la main des clients tandis que les responsables des attractions doivent maintenir les distances de sécurité.

Un voyageur bloqué depuis 3 mois dans un aéroport à cause du coronavirus



ROMAN TROFIMOV est bloqué dans la zone des départs à l'aéroport international de Manille depuis qu'il est arrivé de Thaïlande le 20 mars dernier.

Dans un cas extrême de malchance, ce dernier est arrivé aux Philippines au moment où le confinement lié au coronavirus est entré en vigueur à l'échelle nationale.

LE TRÈS RARE SCAPHANDRE DE« 2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE » MIS AUX ENCHÈRES



RARE ACCESSOIRE du tournage de « 2001, l'Odyssée de l'espace » conservé par Stanley Kubrick, le scaphandre utilisé lors d'une scène emblématique du film va être mis aux enchères lors d'une vente organisée les 17 et 18 juillet. Un rare scaphandre ayant servi sur le tournage de « 2001, l'Odyssée de l'espace » lors d'une scène mythique de ce film culte de Stanley Kubrick va être prochainement vendu aux enchères. Pièce maîtresse de la vente organisée à Beverly Hills les 17 et 18 juillet, le costume de spationaute est estimé entre 200 000 et 300 000 dollars.

RARE PIÈCE DU TOURNAGE

Il est d'autant plus recherché que le réalisateur Stanley Kubrick est réputé avoir détruit la plupart des accessoires et costumes de 2001, considéré comme un chef-d'œuvre du genre, pour empêcher qu'ils soient utilisés dans d'autres films sans son autorisation. D'après Jason DeBord, responsable de la maison de ventes Julien's Auctions qui organise l'événement, la seule autre pièce majeure du film vendue aux enchères était la navette spatiale Aries 1B, qui transportait le Dr Heywood Floyd de la station spatiale jusqu'à la Lune. Elle avait été acquise par l'Académie des Oscars en 2015 pour 344 000 dollars.

Le scaphandre mis sous le marteau en juillet a vraisemblablement servi lors d'une des scènes les plus emblématiques de 2001, lorsque le Dr. David Bowman (joué par Keir Dullea) détruit HAL 9000, ordinateur qui a développé une conscience et décide de tuer les astronautes pour pouvoir accomplir la mission pour laquelle on l'a programmé.

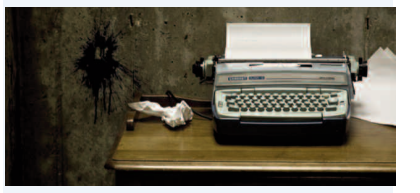
Le costume avait déjà été vendu aux enchères en 1999 et est depuis lors resté dans une pièce à température contrôlée. C'est un peu comme s'il avait disparu de la surface de la Terre, a déclaré à Jason DeBord.

900 AUTRES OBJETS MIS EN VENTE

2001, l'Odyssée de l'espace avait été sélectionné dans quatre catégories aux Oscars et l'avait emporté dans celle des effets spéciaux, grâce au réalisme avec lequel il représentait les voyages spatiaux.

Parmi les 900 autres objets mis en vente par Julien's Auctions figurent notamment la commande de pilotage utilisée par Neil Armstrong lors du vol d'Apollo 11 vers la Lune, estimé entre 100 000 et 200 000 dollars, ainsi qu'un gant de scaphandre conçu sur-mesure pour Armstrong. Moins spatiale mais tout aussi spectaculaire, la fameuse voiture parlante utilisée pour la série télévisée K 2000, une Pontiac Firebird Trans Am de 1982, est également au catalogue, estimée entre 100 000 et 200 000 dollars.Estimée entre 20 000 et 40 000 dollars, la cape rouge de Superman, portée par Christopher Reeves dans le film de 1978, devrait s'envoler à Beverly Hills le mois prochain.

Un journaliste qui écrivait sur un tueur en série était le tueur en série lui-même !

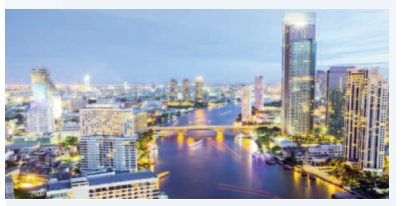


VLADO TANESKI était un journaliste macédonien qui a fait un nom grâce à des articles détaillés qu'il a rédigé dans le cadre du journalisme d'investigation sur un tueur en série et ses crimes commis entre 2003 et 2008 dans sa ville natale Kicevo en Macédoine.

Quatre femmes âgées ont mystérieusement disparu dans des circonstances similaires au cours de cette période là. Et grâce aux informations de Taneski, trois des corps des femmes disparues ont été retrouvés. Avant la révélation de l'emplacement du quatrième corps, la police a pu identifier le véritable assassin qui n'était autre que le journaliste lui-même.

Vlado Taneski a été emprisonné le 22 juin 2008. Il s'est suicidé le lendemain dans sa cellule.

Le vrai nom de Bangkok est le plus long nom d'une ville au monde !



COMME TOUT LE MONDE le sait, le nom de la capitale de la Thaïlande est Bangkok, mais en thaï (la langue officielle des thaïlandais) la capitale est appelée Krung Thep Maka Nakhon, ou tout simplement Krung Thep. Son nom complet est « Krung Thep mahanakhon amon rattanakosin mahintara ayuthaya mahadilok phop noppharat ratchathani burirom udomratchaniwet mahasathan amon piman awatan sathit sakkathattiya witsanukam prast. »

Ce nom signifie : « La ville des anges, grande ville, résidence du Bouddha d'émeraude, ville imprenable du Dieu Indra, grande capitale du monde ciselée de neuf pierres précieuses, ville heureuse, riche dans l'énorme Palais royal pareil à la demeure céleste, règne du dieu réincarné, ville offerte à Indra et construite par Vishnukarn ».

Le ketchup a été inventé par les indonésiens



LE KETCHUP qu'on connaît aujourd'hui n'a rien à voir avec sa recette originale inventée par nos amis indonésiens et pas les américains comme beaucoup le pensent, pour les hamburgers aussi. C'était une sauce piquante à base de vinaigre, d'herbes, d'épices et de poissons ! Son nom original était Ké-Tsiap. Elle fut importée en Europe par les marins anglais au 17ème siècle. Très forte à leur gout, les britanniques lui ajoutèrent des champignons, puis de la tomate et du sucre. Depuis, la sauce s'appelle Ketchup et ne comporte plus de poisson, malheureusement

SLACK
Slack porte plainte contre son concurrent Microsoft auprès de l'UE



Business : Après avoir prétendu que Microsoft n'était pas un concurrent, Slack dépose maintenant une plainte pour concurrence contre Microsoft au sein de l'Union européenne, prétendant qu'elle lie illégalement Teams à Office 365.

Slack Technologies a annoncé qu'elle avait déposé une plainte contre Microsoft dans le cadre de l'Union européenne, affirmant que Microsoft abuse de sa position dominante sur le marché pour contrer la concurrence. Après examen de la plainte, l'Union européenne décidera d'ouvrir ou non une enquête sur les pratiques de Microsoft.

Slack affirme que Microsoft a « illégalement lié son produit Teams à sa suite Office Productivity, dominante sur le marché, en forçant son installation pour des millions de personnes, en bloquant son retrait et en cachant le coût réel aux clients professionnels. »

Microsoft met gratuitement Teams à la disposition d'un grand nombre de ses clients professionnels d'Office 365.

Comme Slack, elle propose également une version gratuite de son logiciel de collaboration de groupe. En avril 2020, Microsoft a aidé 75 millions d'utilisateurs actifs quotidiens de Teams. Fin mars, Slack a déclaré qu'il y avait 12,5 millions d'utilisateurs connectés simultanément. Microsoft dispose de près de 260 millions de places payantes sur Office 365 commercial.

Slack affirme également vouloir « que les 2 % de votre budget logiciel rendent les 98 % restants plus précieux », tandis que Microsoft « veut 100 % de votre budget à chaque fois ».

Slack affirme également que Microsoft répète son « comportement illégal pendant la guerre des navigateurs » en groupant et en liant des produits.

En mai, le PDG de Slack, Stewart Butterfield, avait pourtant déclaré que Microsoft n'était pas un concurrent de Slack, bien que le classement 10-Q de Slack lui-même cite Microsoft comme son principal concurrent.

GOOGLE ET BOX
renforcent leur partenariat sur le cloud

GOOGLE ET BOX ont annoncé de nouvelles intégrations élargies entre les environnements Box, G Suite et les services Google Cloud.

Box et Google ont annoncé jeudi de nouvelles intégrations entre les environnements Box, G Suite et les services Google Cloud. Dans le cadre du partenariat stratégique, Box utilisera Google Cloud pour le stockage des données, l'intégration du machine learning dans le kit de compétences Box et les prochaines améliorations de l'authentification unique (SSO).

Plus précisément, les entreprises ont l'intention de proposer le service Document AI de Google Cloud dans le cadre du kit Box Skills afin d'améliorer le traitement des données. Le kit Box Skills exploite les capacités d'apprentissage automatique des fournisseurs de services de cloud computing tels qu'IBM et Google pour tirer parti des données stockées dans Box.



Sur le plan de l'identité, Box a déclaré qu'elle prévoyait de mettre en place des améliorations du SSO qui permettent aux clients de définir plus facilement les configurations d'identité.

LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ DE PLUS EN PLUS CIBLÉS PAR LES RANSOMWARE EN 2019

de santé de plus en plus ciblés par les ransomware en 2019

Sécurité - L'agence du numérique en santé a publié la semaine dernière son rapport 2019 portant sur l'évolution des incidents de sécurité informatique affectant les établissements de santé.

Le rapport note que, comme pour le secteur privé, les ransomwares n'ont pas épargné les établissements de santé en 2019.

Très Court

ONEPLUS LANCE SON SMARTPHONE NORD



Le constructeur OnePlus Un appareil qui entend bien séduire le plus grand nombre grâce à un bon rapport qualité/prix.OnePlus vient de lancer son nouveau smartphone, le OnePlus Nord, lors d'un événement virtuel présenté comme « le premier lancement mondial de smartphone en réalité augmenté ». Ce smartphone constitue un véritable retour au cœur de OnePlus, puisque le téléphone est facturé comme offrant une expérience de haute qualité à un prix abordable.

L'appareil, compatible 5G, st équipé de la plateforme mobile Snapdragon 765G 5G de Qualcomm, et est disponible en deux versions, avec soit 8 Go de RAM et 128 Go de stockage, soit 12 Go de RAM et 256 Go de stockage, aux prix de lancement respectifs de 399 et 499 euros. Un prix largement inférieur aux deux autres modèles lancés par OnePlus en 2020, à savoir le OnePlus 8 et le OnePlus 8 Pro.

Si le prix s'avère inférieur, l'appareil concocté par OnePlus ne manque pas de qualité, loin de là.

OnePlus met le paquet sur la photo--Au niveau photo d'abord, puisque sa caméra arrière principale utilise le même capteur Sony IMX586 de 48 MP que le OnePlus 8, et dispose d'une ouverture de f/1,75 avec stabilisation optique de l'image (OIS). Son système photo se révèle d'ailleurs assez complet, comprenant outre ce capteur une caméra ultra grand angle de 8 MP, une caméra macro et un capteur de profondeur. Selon OnePlus, en mode paysage nocturne, disponible à l'avant comme à l'arrière, le OnePlus Nord peut prendre jusqu'à neuf photos différentes à des expositions variables et les combiner en quelques secondes pour produire des photos plus claires, plus lumineuses et plus spectaculaires en basse lumière.Malgré son prix modique, le Nord constitue une première pour OnePlus avec ses deux caméras avant. La caméra principale de 32 MP est la caméra frontale à plus haute résolution de tous les téléphones OnePlus, et ses capacités incluent la capture vidéo 4K.

AWS LANCE CONTACT LENS, UNE IA POUR LES ENTRES D'APPELS



learning, les entreprises pourront disposer de transcriptions des appels des clients et les analyser pour cibler des failles et des pistes d'amélioration.

Amazon Web Services a annoncé jeudi la disponibilité générale de Contact Lens, un ensemble de capacités d'apprentissage automatique qui transcrit et analyse les appels des clients des centres de contact. Contact Lens fait partie d'Amazon Connect, qui regroupe des services entièrement gérés dans le cloud pour les centre d'appels.

Comment ça marche ?

Contact Lens a pour but d'aider les superviseurs des centres d'appels à mieux comprendre comment les clients se sentent, ainsi que d'identifier les tendances et les problèmes liés à la compliance qui surviennent lors de leurs appels.

Il permet aux utilisateurs de rechercher facilement des appels en fonction du sujet de l'appel (par exemple, ceux qui concernent le retour d'un article), du sentiment du client (ceux qui ont été mal notés par exemple) ou des caractéristiques de la conversation (par exemple, les appels avec de longues pauses, ou alors ceux où un autre client ou un autre agent prend la suite de la conversation).

Après avoir obtenu les résultats de la recherche, les superviseurs ont accès à une transcription de l'appel, dont les caractéristiques sont illustrées visuellement. Grâce à son traitement du langage naturel, Contact Lens peut aussi permettre d'identifier de nouveaux problèmes, comme par exemple un article mal "étiqueté" sur le site web du magasin.

Cas d'école

Grâce au machine learning, le service est également capable de détecter et d'éditer les données sensibles permettant d'identifier une personne – nom, adresse, etc. – sur les entregistrements et des transcriptions d'appels. Bientôt, Contact Lens pourra même alerter les superviseurs sur les problèmes qui surviennent pendant les appels.

Parmi les entreprises qui utilisent Contact Lens, on compte déjà Intuit, Accolade et DH Enterprise.

Les centres de contact sont un cas d'école pour le machine learning et le traitement du langage naturel. Il faut dire que les discussions avec les clients peuvent donner un aperçu clair des améliorations possibles d'une entreprise, mais la quantité d'appels et de transcriptions rend difficile l'exploitation de ces informations.

Des services en pleine croissance

Contact Lens a été annoncé lors de la conférence AWS re:Invent de l'année dernière. Andy Jassy, directeur général d'AWS, avait alors déclaré qu'Amazon Connect était l'un des services qui connaissaient la plus forte croissance dans le domaine du cloud computing.

breves technlogiques

La pandémie favorise l'essor de la robotique

En pleine pandémie de Covid-19, où les mesures d'hygiène deviennent essentielles et les contacts doivent être minimisés, la robotique suscite un vif intérêt...

qui pourrait s'inscrire dans la durée.Alors que les résultats du deuxième trimestre commencent à sortir, on constate une hausse notable de l'utilisation de la robotique.

Cette tendance semble généralisée mais est surtout évidente dans le cas des robots de nettoyage, qui sont devenus des outils essentiels dans un certain nombre de secteurs pendant la pandémie.

La pandémie favorise l'automatisation

La pandémie a créé des conditions idéales pour l'adoption de l'automatisation.

Le secteur de la robotique en général a mûri, un certain nombre de secteurs comme la logistique, le commerce de détail, la livraison et l'inspection étant déjà partiellement automatisés.

Les plans à long terme visant à automatiser davantage ont été mis en œuvre plus rapidement que prévu, l'accent devant être mis sur l'hygiène, et les entreprises devant rassurer les consommateurs sur les contacts et les manipulations inutiles dans la chaîne d'approvisionnement.

Les ralentissements et les arrêts temporaires des opérations ont également permis aux entreprises de réorganiser leurs activités.

TECHNOLOGIE :

L'UNIVERSITÉ DE FLORIDE et Nvidia s'associent pour lancer le plus puissant supercalculateur du monde universitaire

Ce supercalculateur permettra de faire progresser la recherche universitaire à un rythme sans précédent, dans des domaines aussi divers que la santé, l'écologie ou encore la sécurisation des informations.L'université de Floride a dévoilé un partenariat de 70 millions de dollars avec Nvidia pour renforcer les capacités de l'institution en matière d'intelligence artificielle (IA), grâce à ce qu'elle prétend être le superordinateur le plus rapide du monde universitaire.

L'accord permettra à l'université de moderniser son supercalculateur actuel, le HiPerGator 3.0, qui passera d'une vitesse maximale d'un peu plus d'un pétaflop à 700 pétaflops de performance IA. Ce qui, espère l'institution, fera progresser la recherche universitaire à un rythme sans précédent.

140 systèmes A100

Pour renforcer les capacités du HiPerGator, l'université de Floride va déployer les systèmes DGX A100 de Nvidia, qui sont conçus pour construire et gérer des projets d'intelligence artificielle à grande échelle. Ce sera la première fois qu'un établissement d'enseignement supérieur américain aura accès aux systèmes A100...

Le Forfait + à 200 DA L'ANNONCE

*UNE PETITE ANNONCE DE 4 LIGNES DONT CHACUNE COMPRENDRAIT - 26 SIGNES (ESPACE COMPRIS)



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46

*****

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA

*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)

*****

IMPRESSION
Centre : SIA
Ouest : SIO
Est : SIE
SIMPRAL

******

FLASHAGE
Centre, Est : LJI

******

DIFFUSION
Centre : CIDP.
Ouest : SEDOR.
Est : Eurl KDP

******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

CONTACTEZ AUSSI ANEP
1 rue Pasteur, Alger
Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43
Fax : 021 73 95 59

******

BUREAUX RÉGIONAUX

- Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36
- Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax :
(026) 22.95.62
- Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64
- Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr
- Tipasa
B.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2020

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.













JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h00 **Téléfilm biographique (2020 - France)** — TF1
Pourquoi je vis

20h05 **Série policière (2020 - France)** — France 2
La Garçonne

20h05 **Magazine de société** — M6
Cauchemar en cuisine

20h00 **Série policière (2020 - France)** — CANAL+
Engrenages

20h05 **Football. UEFA Nations League. Groupe 1** — W9
League A - Groupe 1
PAYS-BAS / ITALIE

19h50 **Cinéma - Film d'horreur** — CINE+ FRISSON
Etats-Unis - 2015
Maggie

20h00 **Série humoristique** — 6ter
Kaamelott

20h05 **Cinéma - Film de science-fiction** — CINE+ PREMIER
Godzilla

20h15 **Cinéma - Film de science-fiction** — C8
Hunger Games

21h41 **Cinéma - Thriller** — CINE CINEMA
64 minutes chrono

19h50 **Cinéma - Comédie** — CANAL+ family
J'irai où tu iras

20h15 **Cinéma - Film fantastique** — TMC
X-Men : Apocalypse

12h03 la chaine CANAL+ SERIES



Série d'aventures (2016 - France)
Saison 1 - Épisode 1: Terre inconnue
Guyane

Etudiant en géologie, au sein d'une prestigieuse école parisienne, Vincent Ogier s'envole pour la Guyane afin d'y effectuer son stage de fin d'études dans une société d'exploitation aurifère. A la fois effrayé et fasciné par la forêt amazonienne, le jeune homme apprend à survivre dans les conditions difficiles et souvent dangereuses sous la houlette de son mentor, Patrice Merlot. Les deux hommes font escales dans la commune de Saint-Elias où l'or génère violence en prostitution.

22h58 **Série humoristique**
(2019 - Grande-Bretagne)
Saison 1 - Épisode 1: Le poney Shitland

Brassic

Issue d'un milieu ouvrier, Erin est décidée à quitter sa petite ville du nord de l'Angleterre pour offrir une vie meilleure à son fils Tyler et son compagnon Dylan. Ce dernier hésite pourtant à quitter son quartier, ses amis d'enfance et notamment Vinnie dépressif et suicidaire.
Depuis de nombreuses années, lui et sa bande vivent de petits trafics illicites en tous genres.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	04:37	12:27	16:03	18:53	20:12
CONSTANTINE	04:43	12:32	16:07	18:57	20:16
ALGER	04:56	12:46	16:22	19:11	20:31
OUARGLA	04:56	12:37	16:10	18:59	20:13
CHLEF	05:04	12:53	16:28	19:18	20:36
MOSTAGANEM	05:10	12:58	16:33	19:23	20:41
ORAN	05:13	13:01	16:36	19:25	20:43

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 6782 – LUNDI 7 SEPTEMBRE 2020
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	27°	20°
Oran	27°	19°
Constantine	30°	16°
Ouargla	36°	21°

COVID-19 EN ALGÉRIE

293 nouveaux cas, 264 guérisons et 7 décès en 24 heures

Le bilan des dernières 24 heures de la pandémie du nouveau coronavirus en Algérie a fait état de 293 nouveaux cas, 264 guérisons et sept morts supplémentaires. Ces chiffres portent à 46.364 le nombre total de contaminations, 32.745 des guérisons et à 1.556 celui des décès. «293 nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 264 guérisons et sept décès ont été recensés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le total des cas de contamination à 46.364, des guérisons à 32.745 et celui des décès à 1.556», a déclaré le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.

Le porte-parole a précisé, lors du point de presse quotidien de suivi de l'évolution de la pandémie en Algérie, que le taux de contamination à la Covid-19 s'élève à près de 105 cas pour 100.000 habitants, ajoutant que les nouvelles contaminations enregistrées les 24 dernières heures représentent 0.67 cas pour 100.000 habitants. 193 personnes ont été hospitalisées à travers le territoire national durant les 24 dernières heures.

Deux wilayas ont enregistré, durant la même période, plus de 30 nouvelles contaminations à la Covid-19, à savoir, Tizi-Ouzou (44 cas) et Alger (33 cas). Les personnes âgées entre 25 et 59 ans représentent 55.4% des cas de contamination au nouveau coronavirus et celles âgées de plus de 60 ans représentent 32%.

Les wilayas d'Alger (4.911 cas), Oran (3.625cas), Blida (3. 611 cas), Sétif (3.021cas) et Batna (1.609 cas) représentent à elles seules 39.65 % des cas de contamination et 28% des décès enregistrés sur le territoire national.

Pr Fourar a également indiqué que 22 wilayas n'ont connu aucun cas au coronavirus et 15 autres ont recensé entre un et neuf cas, alors que 11 wilayas ont enregistré plus de dix cas.

Concernant le nombre de personnes hospitalisées en réanimation, indicateur de la pression de l'épidémie sur le système hospitalier, Pr Fourrar a fait état d'une légère augmentation, avec 44 patients admis dans les unités de soins intensifs à travers le pays (42 la veille).



Enfin, le responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique de la part des citoyens, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques.

Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, particulièrement celles souffrant de maladies chroniques.

A l'échelle mondiale, la pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 885.129 morts depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi hier à partir de sources officielles.

Plus de 27.158.685 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 19.266.146 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Sur la journée de samedi, 5.171 nouveaux décès et 268.142 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.065 nouveaux morts, les Etats-Unis (805) et le Brésil (682). Les Etats-Unis demeurent le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 188.540 décès pour 6.246.162 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Au moins 2.302.187 personnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 126.203 morts pour 4.123.000 cas, l'Inde avec 70.626 morts (4.113.811 cas), le Mexique avec 67.326 morts (629.409 cas), et le Royaume-Uni avec 41.549 morts (344.164 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 90 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (85), l'Espagne (63), le Royaume-Uni (61), et le Chili (60).

La région Amérique Latine et Caraïbes totalisait hier 289.874 décès pour 7.778.905 cas, l'Europe 218.117 décès (4.174.404 cas), les Etats-Unis et le Canada 197.723 décès (6.377.631 cas), l'Asie 104.864 décès (5.724.057 cas), le Moyen-Orient 37.929 décès (1.568.507 cas), l'Afrique 31.087 décès (1.294.106 cas), et l'Océanie 802 décès (29.945 cas).

Mohamed Mecelti

TRAFIC DE PSYCHOTROPES ET VOL À BÉJAÏA

Arrestation de cinq individus

QUELQUES 216 comprimés de psychotropes de différentes marques et 36 000,00 DA ont été saisis au courant de la semaine passée par les agents de la sûreté de daïra d'Akbou lors de la perquisition du domicile d'un individu répondant aux initiales B.A. âgé de 36 ans.

«L'individu a été présenté devant le parquet de la ville les chefs d'accusation de «pour possession de psychotropes avec intention de les revendre», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Laquelle précise que ce dernier a été convoqué pour une comparution immédiate et il a ensuite été écroué.

Par ailleurs, quelques jours auparavant, trois individus dont un repris de justice, âgés entre 20 et 23 ans, natifs d'une wilaya voisine ont été arrêtés par les agents de la brigade de lutte contre le stups de la sûreté de wilaya à hauteur du dispositif de sécurité fixe d'Ighil El-Bordj sur la RN 24 alors qu'ils étaient à bord d'une Peugeot 208. Les trois dealers activaient au niveau du village touristique Saket, sur la côte Ouest ciblant ainsi les jeunes vacanciers. La perquisition du véhicule a permis aux agents de police des saisir 371 comprimés de psychotropes.

Un dossier pénal a été élaboré à l'encontre des trois individus pour «possession de psychotropes, achat, revente, transport de psychotropes en vue de les commercialiser».

Présentés devant le parquet, deux individus ont été écroués et le troisième a été placé sous contrôle judiciaire», précise la même source.

Aussi, un repris de justice a été arrêté la semaine dernière pour vol et menace.

Ce dangereux individu répondant aux initiales M.S. âgé de 35 ans est inculpé pour vol avec agression.

Son arrestation est intervenue suite à un appel de la victime qui rentrait chez elle après avoir quitté sa boulangerie le soir», précise la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Elle a délestée, sous la menace, avec arme blanche, de la somme de 15000,00 DA et une montre à hauteur du stade d'Ighil-Ouazoug. Présenté devant la juridiction compétente, l'individu a écroué.

N. Bensalem

COUR D'ALGER

Report du procès en appel d'Ali Haddad au 20 septembre

LA COUR d'Alger a décidé, hier, le report au 20 septembre en cours, du procès en appel de l'homme d'affaires Ali Haddad, condamné en première instance, à une peine de 18 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions DA dans des affaires liées à la corruption et ce, à la demande du collectif de défense et en raison de l'absence de certains accusés.

Ali Haddad est poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation liés à la corruption dont l'obtention de privilèges et d'avantages en violation de la législation, dilapidation de deniers publics, abus de fonction, conflit d'intérêts et corruption dans la conclusion de marchés publics.

Poursuivis, dans la même affaire, pour octroi d'indus avantages à l'ancien chef du FCE (Ali Haddad) et conclusion de marchés en violation de la législation, les deux anciens Premiers ministres, Abdelmalek Sellal et Ahmed Ouyahia ont été condamnés à 12 ans de prison ferme assortis d'une amende d'un (01) million DA.

Les deux anciens ministres, Mehdjoub Bedda et Youcef Yousfi ont écopé de 2 ans de prison ferme assortis d'une amende de 500.000 DA chacun, tandis que l'ancien ministre, Abdelghani Zaalane a été condamné à 3 ans de prison ferme. Le Tribunal a également condamné par contumace à 20 ans de prison ferme et une amende d'un (1) million DA, l'ancien ministre de l'Industrie et des Mines, Abdessalem Bouchouareb contre lequel un mandat d'arrêt international a été émis. Il a prononcé, en outre, des peines de 10 ans de prison ferme assortis d'une amende d'un (1) million DA à l'encontre de l'ancien ministre Ammar Ghoul, une peine de 2 ans de prison ferme à l'encontre des anciens walis d'El Bayadh, Abdellah Benmansour et d'Annaba, Mohammed Selmani, de 5 ans de prison ferme assortis d'une amende de 500.000 DA à l'encontre de l'ancien ministre, Abdelkader Kadi et de 3 ans de prison ferme assortis d'une amende de 500.000 DA à l'encontre de Amara Benyounes et Boudjemaa Talai. Le Tribunal a également ordonné la confiscation de tous les biens des accusés dans l'affaire d'Ali Haddad dont les comptes bancaires ont été gelés, tandis que les cinq frères d'Ali Haddad (Rebouh, Mohammed, Omar, Soufiane et Meziane) ont été condamnés à 4 ans de prison ferme assortis d'une amende de 8 millions DA chacun. **S. O. B.**